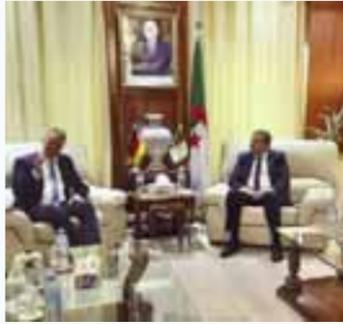




18 PERSONNES, DONT 46 MAROCAINS ET 3 SYRIENS, ARRÊTÉS

DÉMANTÈLEMENT DE PLUSIEURS RÉSEAUX D'IMMIGRATION CLANDESTINE À ORAN

Lire en page 16



IL S'EXPRIMAIT À L'OCCASION DES JOURNÉES ALGÉRO-ALLEMANDES SUR L'ÉNERGIE

MOHAMED ARKAB : «LE RENOUELABLE REPRÉSENTERA 30% DU BILAN ÉNERGÉTIQUE EN 2035»

Lire en page 4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 24 OCTOBRE 2023 // N°668 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

CANDIDATURES POUR L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2034

L'ALGÉRIE A JETÉ SON DÉVOLU SUR L'ARABIE SAOUDITE

Lire en page 2



COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE L'ALLEMAGNE DÉBLOQUE 12 MILLIONS D'EUROS POUR L'HYDROGÈNE VERT EN ALGÉRIE

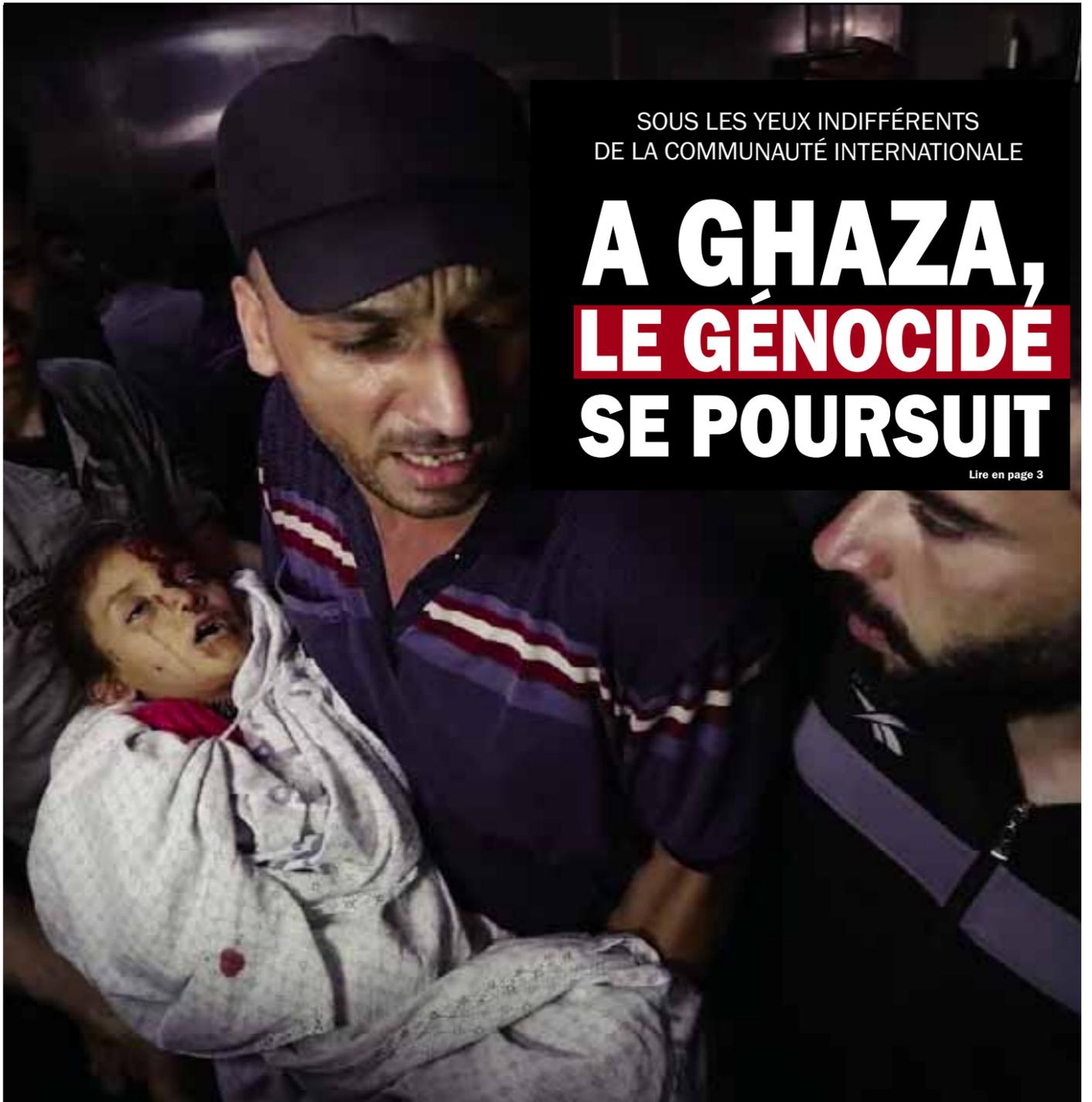
Lire en page 6



DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)

SMAIL HAMMAOUI INSTALLÉ INSPECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES FISCAUX

Lire en page 6



SOUS LES YEUX INDIFFÉRENTS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

A GHAZA, LE GÉNOCIDE SE POURSUIT

Lire en page 3



AFFAIRE DU MEURTRE DE DJAMEL BENSMAIL

38 ACCUSÉS CONDAMNÉS À LA PEINE CAPITALE

Lire en page 2



CORRESPONDANT DE LA RADIO ALGÉRIENNE:

« L'OCCUPANT SIONISTE MENACE DE BOMBARDER L'HÔPITAL EL QODS »

Les forces de l'occupation sioniste poursuivent leurs actes génocidaires, commettant de nouvelles atrocités au cours des dernières 24 heures, notamment dans les environs de l'hôpital El Qods, où 5 bâtiments abritant des familles palestiniennes ont été bombardés, a rapporté, hier, le correspondant de la Radio Algérienne à Ghaza, Khoder El Zaanoun. Selon El Zaanoun, les forces de l'occupation sionistes ont menacé de bombarder l'hôpital El Qods. Cependant, l'administration de l'hôpital a refusé de céder à ces



menaces et a préféré prendre en charge les blessés dont le nombre a dépassé 450. A noter que le dernier bilan des martyrs a dépassé les 4700

CES CÉLÉBRITÉS HOLLYWOODIENNES PROCHES DE LA CAUSE PALESTINIENNE

Alors que l'armée israélienne intensifie sa campagne de massacres à Gaza et que chaque jour apporte son lot d'atrocités, l'opposition à ses opérations ne cesse de croître dans le monde entier. Les artistes et les travailleurs culturels ont commencé à exprimer l'horreur et le dégoût que des dizaines de millions de personnes ressentent elles aussi. John Cusack. « Je vais vous dire ce que je n'ai pas entendu : je n'ai pas entendu la mort d'Israël, je n'ai pas entendu mort des Juifs, je n'ai pas entendu des gens célébrer les meurtres de civils israéliens », a écrit John Cusack sur X (anciennement Twitter) le 14 octobre à la suite d'une marche pro-Gaza à Chicago. « Ce que j'ai encore entendu, c'est - nous devons libérer la Palestine d'une occupation brutale - des gens inquiets pour leurs proches, dans une zone d'enfer, bloqués sans nourriture, sans eau et sans électricité. Une angoisse profonde face à des gens à qui l'on dit de partir et qui sont bombardés lorsqu'ils partent », renchérit-il. Acteur, cinéaste et scénariste connu pour ses positions propalestiniennes spécifiquement depuis le conflit de 2014, l'acteur est un habitué des manifestations de soutien aux habitants

de Gaza. Susan Sarandon. L'actrice a publié le dernier bilan des victimes de Gaza et a appelé ses partisans à exiger un cessez-le-feu. « Exigeons la fin de l'apartheid. Pour la paix pour tous nos enfants », a-t-elle écrit. « Je suis aux côtés du peuple palestinien qui lutte contre le gouvernement d'apartheid de Netanyahu et je prie pour que le peuple israélien connaisse lui aussi la paix. » Mark Ruffalo. La star des Avengers est très active sur les réseaux sociaux et n'a pas attendu les récents événements pour afficher son soutien indéfectible au peuple palestinien. En mars 2023, Mark Ruffalo a fermement condamné les appels du ministre israélien des Finances Bezalel Smotrich à « éliminer Huwara », ville palestinienne au nord de la Cisjordanie occupée. « Il est temps de sanctionner le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu et de lui refuser des visas en raison de ses appels au génocide ». Gigi Hadid. Le top model dont le père est palestinien, a publié le 10 octobre un commentaire condamnant la « terreur exercée sur des innocents », et a écrit que ses rêves d'une Palestine libre ne n'étaient pas au détriment du peuple juif. Sur Instagram, le talentueux acteur-cinéaste égypto-américain, Ramy Youssef, a partagé des images d'artistes palestiniens et israéliens avec lesquels il avait travaillé. Ramy Youssef a également lancé un appel pour que cesse la destruction de Gaza: Jessica Chastain s'insurge même de voir des publications à l'image du New York Times ou du Washington Post ne couvrir que trop peu les drames dans l'enclave palestinienne.

CANDIDATURES POUR L'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2034

L'ALGÉRIE A JETÉ SON DÉVOLU SUR L'ARABIE SAOUDITE

L'Algérie, par la voie du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, a annoncé ce lundi son soutien à la candidature de l'Arabie Saoudite en vue d'organiser la Coupe du monde 2034.

Pour le ministère des Affaires étrangères cité par la télévision publique, l'Arabie Saoudite remplit toutes les conditions pour organiser cet événement. Il affirme que l'Algérie soutient pleinement la candidature du royaume.

JOSEP BORRELL

IL FAUT UNE PAUSE HUMANITAIRE DANS LA BANDE DE GHAZA

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a réclamé lundi « plus d'aide, plus rapidement » pour la bande de Ghaza, assiégée par l'armée israélienne, se disant, à titre personnel, favorable au cessez-le-feu humanitaire réclamé par le patron de l'ONU Antonio Guterres. « Personnellement, je pense qu'une pause humanitaire est nécessaire pour permettre à l'aide humanitaire d'être distribuée », a-t-il déclaré, soulignant que ce sujet serait débattu par les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept réunis au Luxembourg.

APRÈS UN LONG ÉTÉ CANICULAIRE LES PLUIES DE RETOUR EN ALGÉRIE



Selon Météo Algérie, des pluies orageuses, accompagnées de chutes de grêle, vont affecter à partir d'aujourd'hui, au moins 21 wilayas du centre et de l'ouest du pays. Les cumuls oscilleront entre 20 et 30 mm ; ce n'est pas encore les grosses pluies, mais elles sont la bienvenue après une très longue absence. Ainsi, des pluies orageuses ont concerné, hier, de 13h à 23h, les wilayas de Béni Abbès, Tindouf et Béchar. Des

averses, pouvant atteindre localement 40 mm, vont marquer, ce lundi à 18h jusqu'à demain mardi à 12h, les wilayas de Tlemcen, Aïn Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Aïn Defla, Mascara, Saïda, Relizane, Tissemsilt, Tيارت, Naâma et Sidi Bel Abbès. Enfin, les wilayas d'Alger, Tipaza, Blida, Boumerdès et Médéa seront affectées par des pluies orageuses aujourd'hui, mardi, jusqu'à 18h.

AFFAIRE DU MEURTRE DE DJAMEL BENSMAIL

38 ACCUSÉS CONDAMNÉS À LA PEINE CAPITALE

Le tribunal criminel d'appel à Alger a prononcé, lundi, des peines allant de la peine capitale à l'acquittement dans l'affaire du meurtre de Djamel Bensmail en août 2021 à Larbaâ Nath Irathen dans la wilaya de Tizi Ouzou et qui concerne 94 accusés.

La peine capitale a été prononcée à l'encontre de 38 individus accusés d'actes terroristes et subversifs attentatoires à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et à la

stabilité des institutions, du délit de participer à un homicide volontaire avec préméditation, du délit de complot, du délit de la mise à feu volontaire des forêts ayant entraîné la mort de plusieurs personnes, du délit de torture et de discours de haine.

Par ailleurs, 27 accusés ont été acquittés tandis que des peines allant de 3 à 20 ans de prison ferme ont été prononcées à l'encontre des autres accusés

LES GAZAOUIS ONT PASSÉ UNE NUIT SANGLANTE (DU DIMANCHE À LUNDI)

A GAZA, DES CENTAINES DE BOMBARDEMENTS DEPUIS 24 HEURES

L'état-major sioniste dit avoir ciblé « plus de 320 cibles militaires » du Hamas et du Jihad islamique dans l'enclave palestinienne. Le ministère de la santé du Hamas, qui fait état de

plus de 4 600 morts, majoritairement des civils, depuis le début de la guerre, rapporte de nouvelles victimes à Deir Al-Balah, Khan Younès et Rafah. Selon un porte-parole, « des dizaines » de combattants du Hamas ont été tués. Le ministère de la santé du Hamas a déclaré que les raids les plus meurtriers ont eu lieu à Deir Al-Balah, où 80 personnes, dont des enfants, sont mortes et plusieurs immeubles ont été détruits. Des tirs ont également visé Khan Younès et Rafah (Sud). Au moins soixante Palestiniens ont été tués dans des raids aériens menés par l'occupant israélien sur la bande de Gaza, dans la nuit de dimanche 22 au lundi 23 octobre,

selon le Hamas. Le bureau des médias du Hamas ajoute que l'une des frappes a fait dix-sept morts dans une maison à Jabaliya, dans le nord du territoire. « Au cours de la dernière journée, Tsahal a frappé plus de 320 cibles militaires dans la bande de Gaza », comprenant des tunnels du Hamas, des dizaines de centres de commandement opérationnels où se trouvaient des combattants du Hamas et du Jihad islamique palestinien, des complexes militaires et des postes d'observation « ,a ajouté l'ennemi sioniste. Le journaliste palestinien Roshdi Sarraj a été tué à Gaza par un bombardement israélien.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«**POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

SOUS LES YEUX INDIFFÉRENTS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

A Ghaza, le génocide se poursuit

Dans ce conflit, la diplomatie demeure la meilleure des solutions, mais elle n'est efficace que lorsqu'elle est utilisée par des gens de bonne volonté qui sont prêts à négocier. Or, aujourd'hui, la communauté internationale continue de fermer les yeux sur les atrocités et les atteintes aux droits humains commises par les forces d'occupation dans la bande de Ghaza.



A Ghaza, le génocide se poursuit pendant que la communauté internationale se croise les bras. Le conflit risque de s'étendre aux pays voisins ? Toutes les options restent ouvertes, selon des experts. L'entité sioniste continue d'intensifier ses raids contre des civils. Le Hamas a confirmé hier une infiltration terrestre dans le sud de l'enclave palestinienne, dans laquelle un soldat sioniste a péri. Alors que des bombardements sionistes ont encore fait des dizaines de morts dans la nuit de dimanche à lundi dans la bande de Gaza assiégée et qu'une offensive massive des forces de l'Etat hébreu continue de poindre, le sort de plus de 200 otages détenus par le

Hamas demeure en suspens. Hier, l'armée sioniste a annoncé que 222 personnes avaient été capturées par les membres du mouvement islamiste palestinien, soit le chiffre le plus haut donné depuis les attaques du 7 octobre.

Les combattants du Hamas ont engagé le combat avec la force infiltrée, détruisant deux bulldozers et un char, forçant celle-ci à se retirer, avant de retourner sains et saufs à leur base », a déclaré la branche armée du Hamas dans un communiqué, relayé par la chaîne anglaise Sky-News. Dans ce conflit, la diplomatie demeure la meilleure des solutions, mais elle n'est efficace que lorsqu'elle est utilisée par des

gens de bonne volonté qui sont prêts à négocier. Or, aujourd'hui, la communauté internationale continue de fermer les yeux sur les atrocités et les atteintes aux droits humains commises par les forces d'occupation dans la bande de Ghaza. La conférence baptisée « sommet pour la paix », organisée samedi dernier au Caire a pu révéler des divergences de vue importantes au sein des pays arabes et pays occidentaux. Dès le début de la conférence, le président égyptien a proposé une feuille de route consistant à assurer une aide humanitaire de manière durable à la bande de Gaza, et porter la nécessité d'un cessez-le-feu entre les deux camps et d'une levée du blocus imposé à l'enclave

palestinienne. Enfin, reprendre les discussions politiques pour conduire à une solution à deux États dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine. L'Egypte a également réaffirmé son refus de transférer les Palestiniens réfugiés dans le sud de la bande de Gaza vers la péninsule du Sinaï, une solution qu'Israël est accusé de vouloir provoquer en forçant les civils palestiniens à fuir les bombardements. Aucun des participants à cette réunion n'a souligné de manière éloquente que ce qui se passe à Ghaza n'est rien d'autre qu'un génocide. La conférence s'est soldée par un échec cuisant.

Youcef S

L'ORGANISATION SE TIENT À ÉGALE DISTANCE DE LA VICTIME ET DU BOURREAU !

L'Algérie émet des réserves sur le communiqué final de l'OCI

L'Algérie a exprimé ses réserves quant au communiqué final de la réunion extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique tenue à Djeddah, en Arabie Saoudite.

En effet, la délégation algérienne a exprimé ses réserves sur un paragraphe qui place l'occupant et les victimes de ces actes criminels sur le même niveau de responsabilité. Lors de la réunion extraordinaire de l'Organisation de la coopération islamique, l'Algérie a condamné la poursuite des attaques de l'entité sioniste contre le peuple palestinien et a réitéré sa ferme position de soutien à la cause palestinienne.

La délégation algérienne a réaffirmé en outre, que l'Algérie condamne dans les termes les plus fermes les attaques brutales commises par l'entité sioniste

contre les civils en Palestine, notamment les attaques barbares et délibérées contre les établissements de santé à Gaza, en violation flagrante du droit international humanitaire au vu et au su de la communauté internationale.

A cet égard, la délégation algérienne a souligné que le déni du droit historique et légitime du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al-Qods ec-Charif comme capitale constitue « la principale raison de cette détérioration de la situation de la cause palestinienne, dont les conséquences menacent la stabilité de toute la région ».

L'Algérie a également appelé la communauté internationale, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU, à "assumer

ses responsabilités pour mettre fin à cette agression commise par les forces d'occupation, des agressions rendus possibles par la complaisance d'autres pays ».

L'Algérie a également exhorté les États membres de l'Organisation de la coopération islamique à unir leurs efforts pour faire de la question palestinienne une « priorité sur l'agenda international », soulignant que cette question est à la base de l'existence de l'Organisation de la coopération islamique.

La délégation algérienne a appelé à une « réponse humanitaire immédiate », en faisant également appel aux organisations internationales et régionales, afin de tendre la main aux Palestiniens face aux violations continues.

I.M.Amine

L'ALGÉRIE AVAIT DÉJÀ APPELÉ À RÉFORMER L'INSTITUTION

L'ONU APPELÉE À AGIR FACE À UNE INQUIÉTANTE ACTUALITÉ

Tensions au Nord-Mali, la guerre en Ukraine, Aggression israélienne contre Gaza, Lutte intestine au Tchad, etc. L'actualité est brûlante à plus d'un titre, et l'ONU, sensée représenter la paix dans le monde, semble bien inapte à corriger, à rectifier, et à s'imposer.

En effet, l'ONU célèbre aujourd'hui sa journée internationale, qui correspond à l'entrée en vigueur de la Charte des Nations unies le 24 octobre 1945, une occasion pour rappeler la nécessité de s'unir davantage pour surmonter les divisions et restaurer la paix et la stabilité dans le monde.

L'Algérie, qui a été élue comme membre non-permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2024-2025, accorde une grande importance à la question de la réforme du Conseil de sécurité. Pour l'Algérie, "la question de la réforme du Conseil de sécurité est impérative pour parvenir à un ordre mondial plus représentatif, plus juste et plus équilibré, notamment en cette conjoncture délicate marquée par une succession de crises et leurs retombées porteuses de prémices de nouveaux changements dans les rapports de forces sur la scène internationale", a souligné en février dernier Tebboune.

Le constat du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, en est symbolique : « Notre monde est divisé. Nous pouvons et nous devons être des nations unies. L'Organisation des Nations unies est le reflet du monde tel qu'il est - tout en incarnant, dans nos aspirations, ce qu'il pourrait être. Il nous appartient d'aider à construire ce monde de paix, de développement durable et de droits humains, pour toutes et pour tous », a-t-il dit dans son message. La Charte des Nations unies, a-t-il poursuivi, "nous montre la voie à suivre. Elle est, avant tout, ancrée dans la détermination de surmonter les divisions, de restaurer les relations mises à mal et de bâtir la paix.

Pourtant, cette année, l'ONU célèbre sa journée au moment où les yeux sont braqués sur les événements en cours dans la région du Proche-Orient, à savoir l'agression sioniste barbare lancée le 7 octobre contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza.

Depuis, de nombreux appels pressants ont été lancés à l'ONU, en particulier à son Conseil de sécurité, pour assumer ses responsabilités en prenant toutes les mesures urgentes pour faire cesser le bain de sang et éviter une catastrophe humanitaire à Ghaza, où des milliers de Palestiniens, en majorité des femmes et des enfants, sont tombés en martyrs ou blessés dans les massacres que continue de commettre l'occupant sioniste en toute impunité.

Le cessez-le-feu se fait attendre notamment après l'échec, la semaine passée, de l'adoption au Conseil de sécurité d'un projet de résolution rédigé par la Russie pour "un cessez-le-feu humanitaire immédiat, durable et pleinement respecté".

De nombreux autres conflits continuent de secouer le monde notamment en Ukraine, la crise opposant l'Azerbaïdjan à l'Arménie autour du territoire du Nagorny Karabakh ou encore les conflits armés en Afrique. Pour y faire face efficacement, l'ONU doit réformer son système, en particulier le Conseil de sécurité.

I.M.Amine

BÉJAIA : UNE JOURNÉE DE SENSIBILISATION SUR LES DANGERS DE LA DROGUE

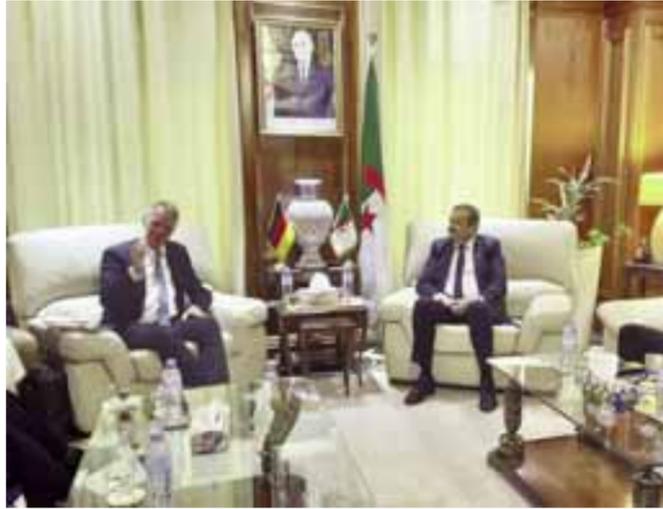
Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le fléau de la drogue, le comité de wilaya de Bejaïa du Croissant rouge algérien a organisé, ce lundi au lycée mixte d'Adekar, une journée de sensibilisation sur les dangers de la drogue en milieu scolaire. Destinée essentiellement aux élèves de terminale, cette activité qui s'est déroulée en présence des éléments de la protection civile a été l'occasion pour les élèves de s'informer sur les différents risques liés au trafic et à la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes. Définition de la drogue, conséquences sanitaires, éducatives et sociales de la drogue sur l'adolescent, solutions pour arrêter la consommation de la drogue...tels sont en gros, les trois axes sur lesquelles se sont appuyées les interventions des communicants. Privilégiant les méthodes de la pédagogie active dans leurs présentations, les communicants ont fait participer, de façon active les élèves par des questions fréquentes. Les éléments du Croissant rouge ont profité de cette occasion faire l'histoire et la présentation de leur organisation qu'ils disent être sur tous les fronts pour sensibiliser et porter aide et assistance à ceux qui ont en besoin. «Les conséquences néfastes de la consommation de la drogue sur la vie d'un adolescent sont multiples. C'est la raison pour laquelle notre comité organise fréquemment des campagnes d'information et de prévention auprès des populations scolaires pour les sensibiliser sur les conséquences du trafic et de la consommation de stupéfiants et de substances psychotropes» nous dit, à cette occasion, Touati Kamélia, membre du comité de wilaya du Croissant rouge. **B. B.**

IL S'EXPRIMAIT À L'OCCASION DES JOURNÉES ALGÉRO-ALLEMANDES SUR L'ÉNERGIE

Mohamed Arkab : «le renouvelable représentera 30% du bilan énergétique en 2035»

L'Algérie vise à investir 1 milliard de dollars dans la plantation de 420 millions d'arbres sur 10 ans en vue de réduire les émissions de CO2 de 7 à 22% à l'horizon 2030. Elle a pour objectif de réduire le torchage du gaz à cette échéance à moins de 1%

Au cours de son allocution d'ouverture de la journée algéro-allemande sur l'énergie organisée hier, le ministre de l'énergie et des mines Mohamed Arkab, a présenté quelques axes de la politique nationale énergétique centré sur la sécurité énergétique, la transition énergétique, le renforcement de l'efficacité énergétique et la rationalisation de la consommation énergétique ainsi que sur la contribution de l'Algérie à l'effort planétaire de lutte contre le changement climatique. A cet égard, il a affiché un objectif important d'une telle politique : «Nous visons à ce que les énergies renouvelables atteignent une part de 30% du mix énergétique national en 2035 à travers un programme ambitieux de développement des énergies renouvelables qui prévoit



une capacité de production de 15.000 MW en énergie renouvelable à l'horizon 2035 dont 2000 MW en voie de lancement des projets (ndlr réalisation de 15 centrales photovoltaïques). En ce sens, il a ajouté que l'Algérie développe son infrastructure électrique et œuvre à la réalisation d'interconnexions électriques avec les pays voisins en Afrique et à la réalisation d'une interconnexion électrique avec l'Europe visant à travers ce lien l'exportation d'une énergie propre et renouvelable. «J'appelle les partenaires allemands à s'associer avec nous dans cette réalisation et soutenir ce projet qui permettra de sécuriser l'approvisionnement

en électricité à l'échelle régional et international et de réduire l'empreinte carbone» at-il lancé. Le ministre a ajouté que l'Algérie est ouverte aux partenaires allemands en vue de renforcer la coopération technique et technologique. Le premier responsable a cependant nuancé ses propos : «l'orientation vers la transition énergétique ne veut pas dire que l'Algérie va abandonner le développement de ses ressources gazières. Le gaz est une énergie propre qui assure la transition vers le développement durable». Il a ajouté que l'Algérie est engagée parallèlement à la réduction des émissions de CO2 et à réduire le torchage du gaz. Elle vise à

investir 1 milliard de dollars dans la plantation de 420 millions d'arbres sur 10 ans et réduire les émissions de CO2 de 7% à 22% à l'horizon 2030 et réduire le torchage du gaz à moins de 1% à cette échéance. «L'orientation vers la transition énergétique ne veut pas dire abandonner le développement de nos ressources gazières» Concernant l'hydrogène vert, thème de cette journée algéro-allemande sur l'énergie au même titre que les énergies renouvelables, le ministre a souligné que le développement de ce produit est une priorité du gouvernement. «Nous sommes convaincus que l'Algérie a les capacités pour devenir un acteur régional important de ce marché. L'Hydrogène vert fait partie de notre programme en matière de transition énergétique. «Actuellement, l'Algérie effectue des études pour le lancement de projets pilotes pour maîtriser la chaîne de valeurs de l'hydrogène. Parmi ces projets pilotes figure celui de 50 MW destiné à la production d'hydrogène vert d'un coût de 35 millions de dollars don du gouvernement allemand» a-t-il rappelé. Le premier responsable a également indiqué que dans le cadre du dialogue stratégique avec l'Union européenne dans le domaine de l'énergie, les deux parties étudient la possibilité de création d'un corridor sud South H2 visant l'importation d'hydrogène vert algérien par l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne (à partir d'un pipe transportant l'hydrogène vert à partir d'Algérie). «C'est un projet ambitieux qui demande des études techniques et économiques approfondies. Nous sommes en train d'examiner ce projet avec des entreprises européennes concernées a-t-il précisé.»

Khaled Remouche

STEFAN WENZEL, SECRÉTAIRE D'ETAT PARLEMENTAIRE AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE

«L'Allemagne souhaite acheter du gaz naturel et du GNL algérien»

Dans son intervention, le Secrétaire d'Etat parlementaire au Ministère de l'économie allemande a indiqué que l'Allemagne table sur l'Algérie entre autres pays pour son sécuriser son approvisionnement énergétique. En particulier «L'Allemagne souhaite importer du gaz et du gaz naturel liquéfié algé-

rien(GNL)» a-t-il lancé au cours de la journée algéro-allemande sur l'énergie organisée hier à Alger. Il a indiqué que l'Allemagne doit importer deux tiers de ses besoins en hydrogène vert à l'horizon 2030. Elle a retenu trois corridors pour son approvisionnement à partir de pays tiers : le corridor de

la mer du nord, le corridor de la Baltique et le corridor du sud de la Méditerranée (Afrique du nord : notamment Tunisie et Algérie). L'Allemagne, notons-le a affiché sa volonté d'acheter de l'hydrogène vert à partir d'Algérie. Sa coopération avec notre pays vise à développer la filière hydrogène

vert dans notre pays avec comme retombée ces fournitures d'hydrogène vert à partir de 2030. L'Allemagne aura besoin à cette échéance d'importer 10 millions de tonnes. L'Algérie pourrait lui fournir à partir de cette échéance 1 à 2 millions de tonnes d'hydrogène vert par an. **K. R.**

LANCEMENT OFFICIEL DU RÉSEAU ALGÉRIEN DE TRANSPARENCE «NARAKOM»

La société civile partie prenante dans la lutte contre la corruption

Le Réseau algérien de transparence Narakom a été lancé officiellement, hier, à Alger, en tant que nouveau mécanisme visant à activer le rôle de la société civile et à renforcer son efficacité en matière de prévention et de lutte contre la corruption. L'annonce de la création de ce réseau et le lancement officiel de sa plate-forme numérique, ont eu lieu lors d'"une journée nationale" organisée, à l'Institut supérieur de la gestion et de la planification (ISGP) de Bordj El Kiffan, par la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et en coordination avec l'Observatoire natio-

nal de la société civile (ONSC). La rencontre a réuni près de 350 représentants de la société civile et des autorités locales en présentiel et en visioconférence.

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption avait mis en place un plan d'action, à travers lequel, des consultations internationales ont été organisées, en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, autour des plus importantes pratiques impliquant la société civile dans la prévention et la lutte contre la corruption. Des consultations nationales ont été organisées autour de la mise en place d'un réseau interactif qui vise à

associer la société civile et à promouvoir ses activités en matière de prévention et de lutte contre la corruption. Le réseau algérien Narakom se veut un mécanisme supplémentaire d'un système intégré mis en place par les hautes autorités du pays pour la prévention et la lutte contre la corruption. Il se charge, dans ce cadre, du réseautage entre les acteurs de la société civile à travers "une plateforme numérique" en coordination avec la haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption afin de promouvoir la transparence et l'intégrité au sein des collectivités ciblées concernées par l'exécution des politiques publiques. Narakom a entre autres missions d'encourager la partici-

pation de la société civile et les médias à la prévention et à la lutte contre la corruption, de sensibiliser sur les risques et les effets néfastes de la corruption sur la société, de former et de mettre à niveau les compétences des formateurs en la matière, et de mener des enquêtes pour évaluer les degrés de perception de la corruption. La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption mise beaucoup sur Narakom et tend à faire de ce réseau "une pratique optimale" à promouvoir à travers les mécanismes régionaux et internationaux, notamment le PNUD et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

I.Med/agence presse service

AVEC UNE ENVELOPPE D'UN MILLIARD DE DOLLARS

L'Algérie compte lancer un vaste projet de stockage naturel du carbone

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a révélé, hier lundi, que l'Algérie, à travers la Sonatrach, compte lancer un vaste projet de stockage naturel du carbone en plantant 420 millions d'arbres sur une période de 10 ans, avec un investissement estimé à un milliard de dollars.



Le ministre a souligné que l'Algérie est engagée à les réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers la mise en place de mesures, et ce en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux.

Le pays entend "lancer un projet de grande envergure

pour le stockage naturel du carbone en plantant 420.000.000 arbustes pendant 10 ans, avec un investissement d'un (1) milliard USD", dans le but de réduire les émissions de gaz avec un taux oscillant entre 7 et 22% à l'horizon 2030 et à moins d'un (1) % le volume global du gaz brûlé, a-t-il ajouté.

Arkab a poursuivi en déclarant : « Le partenariat et la coopération internationaux ont joué un rôle important, en particulier le partenariat allemand, et nous travaillons dur pour lui donner le dynamisme nécessaire. » En revanche, pour atteindre les objectifs souhaités, la politique énergétique repo-

se sur la sécurité énergétique nationale et la transition énergétique. Dans le cadre du développement durable, cela « nous oblige à diversifier notre mix énergétique, à améliorer l'efficacité énergétique et à rationaliser la consommation d'énergie, dira-t-il.

M.H.

PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Le ministère de l'Industrie incite les opérateurs à participer au Salon international de la santé au Mali

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a invité les opérateurs pharmaceutiques à participer au Salon international de la santé au Mali, en novembre prochain, en vue de promouvoir les produits algériens, selon une note transmise par le ministère aux opérateurs. La 2ème édition du Salon international de la santé sera organisée

entre le 9 et le 11 novembre 2023, au parc d'exposition de Bamako (Mali), sous le slogan "Industrie et production locale pour une couverture sanitaire universelle", selon la même source. Ce salon est destiné aux producteurs, industriels, spécialistes et experts de la Pharmacie, la Médecine, la Parapharmacie ainsi que la Santé, et a pour objectif la

mise en contact des différentes sociétés des pays participants à travers l'échange d'expertises et du savoir-faire dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, ajoute la note. Le salon accueillera plus de 3000 visiteurs, ainsi que 200 exposants du secteur pharmaceutique et sanitaire qui devraient exposer leurs produits et services.

R. N.

SONATRACH

315 candidats admis au concours de recrutement à Ouargla et Touggourt

Le groupe Sonatrach a annoncé, lundi dans un communiqué, que le concours de recrutement, organisé du 28 août au 2 septembre dernier dans les wilayas de Ouargla et Touggourt, a donné lieu à l'admission de 315 candidats.

"Sonatrach informe l'ensemble des participants au concours de recrutement, organisé dans les wilayas de Ouargla et Touggourt du 28 août au 2 septembre dernier, de l'admission de 315 candidats

aux postes d'emploi à pourvoir au niveau des infrastructures de production dans la wilaya de Ouargla", lit-on dans le communiqué de la Sonatrach. Le groupe pétrolier a fait savoir que "3.269 candidats retenus, dont 1.792 de la wilaya de Ouargla et 1.477 de Touggourt, ont participé au concours", précisant que le taux de participation a atteint 84% par rapport au nombre de convocations envoyées par l'Agence

nationale de l'emploi (ANEM) via la plateforme numérique +OGC+ (3.909 convocations). Le concours a donné lieu à l'admission de 315 candidats selon l'ordre de mérite, dont 211 originaires de Ouargla et 104 de Touggourt, ajoute la même source. S'agissant des postes restant à pourvoir, Sonatrach a affirmé qu'ils "seront programmés au titre des prochains quotas de recrutement".

R.N.

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT FINLANDAIS MARTTI AHTISAARI

GOUDJIL SIGNE LE REGISTRE DE CONDOLÉANCES

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a signé, lundi, au siège de l'ambassade de Finlande à Alger, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le registre de condoléances suite au décès de l'ancien président finlandais, Martti Ahtisaari. "C'est avec une immense tristesse que j'ai appris la nouvelle du décès de l'ancien président de la République de Finlande, Martti Ahtisaari, survenu lundi 16 octobre 2023, des suites d'une longue maladie. En cette douloureuse circonstance, je présente, au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et au nom du peuple et du Gouvernement algériens, mes sincères condoléances, à votre excellence et à l'ensemble du personnel de l'ambassade de la République de Finlande à Alger, et, à travers vous, au Gouvernement et au peuple finlandais ami, ainsi qu'à la famille du défunt, vous assurant de ma sympathie", a écrit M. Goudjil sur le registre de condoléances. "Les Finlandais se souviendront toujours de l'engagement du défunt et de son dévouement au service de son pays et les peuples du monde garderont en mémoire ses efforts incommensurables en faveur de la paix dans plusieurs régions sous l'égide de l'ONU, ce qui lui a valu l'estime de tous et le prix Nobel de la paix", a ajouté M. Goudjil.

APS

SAHARA OCCIDENTAL

LE SYNDICAT BRÉSILIEN DES TRAVAILLEURS APPELLE L'ONU À ŒUVRER POUR METTRE FIN À L'OCCUPATION MAROCAINE

La Centrale unique des travailleurs brésiliens (CUT) a appelé dimanche les Nations unies à œuvrer pour mettre fin à l'occupation militaire marocaine du Sahara occidental et permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. Le XIVe Congrès national de cette confédération syndicale brésilienne, tenu entre le 19 et le 22 octobre, sous le thème "Lutte, droits et démocratie qui transforment les vies", a demandé à l'ONU d'"œuvrer pour mettre fin à l'occupation militaire marocaine du Sahara occidental et permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance". Dans une déclaration approuvée à l'issue des travaux du congrès, la CUT a exprimé son soutien "sans réserve à la lutte juste et héroïque du peuple sahraoui pour la liberté, la souveraineté et l'indépendance nationale, sous la direction de son représentant unique et légitime, le Front Polisario et le gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique (RASD)". Par la même occasion, la confédération syndicale a exprimé sa condamnation et son rejet "des graves violations des droits de l'Homme perpétrées par le Royaume du Maroc contre la population civile sahraouie" et exigé "la mise en œuvre immédiate d'un mécanisme des Nations unies pour surveiller les droits de l'Homme" au Sahara occidental occupé. Cet événement a enregistré la participation de quelque 2.500 congressistes, ainsi que 150 personnalités et 46 délégations étrangères venues de 30 pays, selon la représentation du Front Polisario au Brésil.

APS

PORT DE DJENDJEN

MISE EN SERVICE D'UN ENGIN DE CHARGEMENT DE CLINKER

Le ministre des Transports, Youcef Chorfa, a présidé, hier lundi, au Port de Djendjen (Jijel) la mise en service d'un engin de chargement automatique de clinker (constituant du ciment), d'une capacité de 18.000 tonnes par jour. Le représentant de la société Holcim Algérie, propriétaire de cet engin, a indiqué au cours d'explications fournies au ministre, que ce dispositif de chargement à bord des navires a nécessité une enveloppe financière de 3 millions d'euros. Selon lui, l'engin en question représente un tournant dans le développement de la logistique nationale dédiée à l'exportation de ciment, ainsi que dans la satisfaction des demandes provenant des exportateurs de clinker. Outre qu'il accélère les opérations de chargement, le «shiploader» mis en service permet également aux navires d'accoster, d'être traités et de quitter le Port en peu de temps, réduisant ainsi les délais d'attente en rade et partant, les surestaries (surcoûts d'immobilisation), a ajouté le représentant d'Holcim Algérie. L'utilisation de cet engin de chargement permet aussi de préserver la qualité du produit, qui se déprécie au contact de l'eau, et de protéger l'environnement en évitant les déperditions du produit et les émanations de gaz et de poussières, a-t-on également expliqué. Le président-directeur général du Port de Djendjen, Abdeslam Bouab, a révélé, de son côté, qu'une commande a été passée par le Port en vue de l'acquisition de deux engins similaires qui seront «bientôt importés de Chine». Le ministre des Transports avait auparavant inauguré le dédoublement de la voie ferrée reliant le Port de Djendjen à la zone industrielle de Bellara. **APS**

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)

SMAIL HAMMAOUI INSTALLÉ INSPECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES FISCAUX

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présidé la cérémonie d'installation de l'inspecteur général des services fiscaux, M. Smail Hammaoui, et ce dans le cadre du renforcement des capacités d'encadrement de la Direction générale des impôts (DGI), a indiqué un communiqué du ministère. La cérémonie d'installation s'est déroulée, dimanche, au siège du ministère des Finances, en présence de la directrice générale des impôts et des cadres de l'administration fiscale. A cette occasion, M. Faïd a mis en avant "le rôle primordial de l'Inspection générale des services fiscaux dans la promotion de l'intégrité et du professionnalisme dans l'accomplissement du devoir fiscal, ainsi que l'importance de sa mission qui vise à consacrer les principes de transparence et d'intégrité dans le secteur fiscal, en sus de sa mission de contrôle dans la mise en œuvre des politiques fiscales", lit-on dans le communiqué. Le ministre a également salué "la haute efficacité" du nouvel inspecteur général qui "a une grande expérience et occupé plusieurs postes et responsabilités au niveau des services externes des impôts, outre le fait qu'il a fait preuve lors de son parcours professionnel de grandes qualités morales et éthiques ce qui lui permet d'assumer cette grande responsabilité avec loyauté et compétence", ajoute la même source. M. Faïd a, en outre, mis l'accent sur l'importance de transmettre l'expertise et la connaissance, notamment dans le domaine fiscal, aux nouvelles générations, à travers l'orientation et l'encadrement, "en vue d'assurer une amélioration durable de la fiscalité tout en garantissant les critères d'intégrité et de transparence". La nomination du nouvel inspecteur des services fiscaux traduit "l'engagement du ministère des Finances à renforcer les capacités et les compétences de l'administration fiscale, ainsi que les efforts de lutte contre l'évasion fiscale", conclut la même source. **APS**

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

L'Allemagne débloque 12 millions d'euros pour l'hydrogène vert en Algérie

Les projets d'énergie propre et d'hydrogène vert en Algérie vont recevoir un financement allemand de 12 millions d'euros (environ 13 millions de dollars), dans le cadre du programme de partenariat entre les deux pays.



Le ministère de l'Énergie et des Mines a organisé hier la cinquième édition de la Journée algéro-allemande de l'énergie axée sur l'exploitation du potentiel des énergies propres et les énergies renouvelables en Algérie dans le cadre du programme de partenariat avec l'Europe. Et c'est dans ce cadre que le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a supervisé, en marge de l'événement, la signature d'un contrat de partenariat et de financement d'une valeur de 12 millions d'euros (12,73 millions de dollars) pour soutenir des projets d'hydrogène vert en Algérie.

Ce projet vise à «approfondir la coopération dans les domaines des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert en Algérie, ce qui permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre ayant un impact sur le changement climatique, de promouvoir la croissance, de créer des opportunités d'emploi et de transférer des connaissances dans

les domaines techniques, y compris le domaine Réglementation et certification», selon le document officiel dudit accord. Les deux parties ont souligné que le lancement du projet démontre «la volonté commune de développer davantage la coopération fructueuse entre les deux pays dans les secteurs de l'énergie et des mines sur la base de domaines de coopération d'intérêt commun, tels que le gaz naturel, le développement et l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau électrique et soutenir le développement d'une économie de l'hydrogène vert en Algérie».

Un pipeline d'hydrogène vers l'Europe L'accord comprend également une coopération avec la Banque allemande de développement (KfW), qui se concentre sur les opportunités d'investissement et étudie les voies et moyens de mettre en œuvre un projet pilote de production d'hydrogène d'une capacité de 50 mégawatts, dans le but d'at-

teindre la maîtrise technologique de l'ensemble de la chaîne de production de ce nouveau secteur. Les deux parties ont également convenu de poursuivre les discussions sur le projet «Southern Hydrogen Corridor» afin d'approfondir les études sur la possibilité de son achèvement. Rappelons qu'en mai dernier, les ministères de l'énergie d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie ont signé une lettre commune de soutien politique au développement du corridor de l'hydrogène vers l'Europe et à ses projets d'infrastructure. Le corridor d'hydrogène vers l'Europe, également appelé «corridor sud d'hydrogène (H2)» - est un pipeline d'hydrogène dédié et opérationnel de 3 300 km, dirigé par 4 grands opérateurs de réseaux de distribution européens : Snam, TAG, GCA et Bayernets. L'Algérie ambitionne de produire et d'exporter entre 30 et 40 milliards de kilowattheures, sous forme d'hydrogène gazeux et liquide et ses dérivés. **M. H.**

PÉTROLE ET GAZ

Les découvertes mondiales ont diminué de 30 % depuis le début de l'année

Les volumes mondiaux de découvertes de pétrole et de gaz ont enregistré des niveaux faibles entre le début de 2023 et août dernier, par rapport à leurs niveaux de 2022, en raison des problèmes de coûts auxquels sont confrontées les activités en amont. Les volumes cumulés de gaz et de liquides pétroliers découverts à l'échelle mondiale ont diminué à 3,5 milliards de barils d'équivalent pétrole de janvier à août 2023, contre 5 milliards de barils d'équivalent pétrole sur la même période (2022). Ces données indiquent une baisse du volume des découvertes mondiales de pétrole et de gaz de 30 %, soit l'équivalent de 1,5 milliard de barils d'équivalent pétrole, sur une base annuelle, selon le rapport mensuel publié par le «Forum des pays exportateurs de

gaz». Cette baisse indique également l'aggravation des défis auxquels sont confrontées les activités mondiales en amont (exploration et production), malgré la reprise des investissements dans les activités cette année (2023). Le volume total des découvertes mondiales de pétrole et de gaz en août 2023 était d'environ 260 millions de barils d'équivalent pétrole, le gaz représentant 65 %, tandis que le pétrole constituait la partie restante (35 %). Ce volume est inférieur à celui enregistré en juillet dernier, à 490 millions de barils équivalent pétrole, et il est également inférieur au volume des découvertes de 485 millions de barils équivalent pétrole en août 2022. Sur cette base, le volume mensuel moyen des découvertes de pétrole et de gaz dans le monde a atteint environ 400

millions de barils d'équivalent pétrole au cours des 8 premiers mois de 2023, les découvertes offshore dominant 67 %. Le nombre de nouvelles découvertes en août dernier a atteint 9 dont la plupart d'entre elles sont offshore (7 découvertes), tandis que les activités terrestres ne représentent que deux découvertes, selon ledit rapport. Géographiquement parlant, l'Amérique latine et les Caraïbes représentaient 55 % des quantités découvertes en août 2023, tandis que la région Asie-Pacifique en représentait 22 %. Alors que l'Afrique représentait 11% des volumes découverts, aucune découverte importante n'a été annoncée dans la région Eurasie et Moyen-Orient, précise le rapport. **M. H.**

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Imposantes marches populaires à l'ouest du pays

Des dizaines de milliers de citoyens ont dénoncé l'agression israélienne contre les civils de la bande de Ghaza et ont scandé des slogans en faveur de la libération de la Palestine et en guise de soutien au peuple palestinien.

Des dizaines de milliers de citoyens des wilayas de l'ouest du pays sont sortis, jeudi, à l'instar des autres wilayas dans des marches imposantes, en guise de solidarité avec le peuple palestinien frère pour dénoncer l'agression barbare de l'entité sioniste qui commet des massacres odieux à l'encontre des palestiniens isolés. A Oran, des citoyens ont afflué de différentes communes de la wilaya à la place du 1er novembre 1954, au centre-ville, brandissant les drapeaux algérien et palestinien et scandant des slogans de soutien au peuple palestinien et à sa juste cause nationale. Les participants à cette marche, à laquelle ont participé des représentants de partis politiques et d'organisations de masse comme les Scouts musulmans algériens (SMA), et le Croissant-Rouge algérien (CRA), ainsi que la société civile, portaient des banderoles en soutien au peuple palestinien, notamment «Ghaza, résistance, gloire pour l'éternité», «La normalisation est une trahison» et «Avec notre âme et notre sang, nous défendrons El-Aqsa». Ils ont également scandé de nombreux autres slogans tels que «Quelle honte, quelle honte, Ghaza est sous le blocus», «Non à la tuerie des enfants et des innocents», entre autres.. A El Bayadh, la marche a commencé à proximité de la bibliothèque principale de lecture publique «ChahidErrak El Hadj», passant par la route d'Aflou, la rue Ennasr, l'axe du rond point et le boulevard 1er novembre. En arrivant aux environs de la Maison de la Culture et des Arts «Mohamed Belkheir», les participants ont brandi des drapeaux et des banderoles nationaux et palestiniens en solidarité avec le



peuple palestinien et en dénonçant l'agression sioniste et l'attaque meurtrière contre la bande de Ghaza et le génocide commis contre ses habitants. Les citoyens ont scandé une série de slogans, notamment «Ghaza, Essoumoud fi KalbDjazairChouhada», «Ghaza au cœur de l'Algérie des martyrs», «Ghaza, un symbole de fierté», «El Qods, capitale éternelle de la Palestine. A Saïda, les citoyens ont participé à une marche populaire en soutien à la cause palestinienne et au peuple palestinien soumis au génocide de l'entité sioniste, avec la participation de diverses formations politiques et organisations de la société civile. La présidente de la section de wilaya de l'Union générale des femmes algériennes UNFA, ZazaAloui, a souligné à l'APS que «la sortie des femmes dans cette marche est intervenue en solidarité avec nos frères de Palestine qui subissent des massacres génocidaires», soulignant que «l'ensemble du peuple algérien soutient le peuple palestinien et dénonce les agressions barbares et les crimes commis

contre les femmes, les enfants et les personnes âgées isolés». A Mostaganem, la marche de solidarité avec la Palestine a permis d'observer une minute de silence à la place de l'indépendance, avant de sillonner plusieurs artères du chef-lieu de wilaya, où les participants venus de plusieurs communes ont brandit des slogans

comme «l'Algérie, Palestine khawakhawa», «non à l'extermination du peuple palestinien», «nous sommes tous Ghaza», «non à l'agression barbare sur les civils isolés», dénonçant le crime odieux perpétré par l'entité sioniste contre l'hôpital Maamdani à Ghaza.

La marche a été aussi accompagnée de chants nationaux et arabes scandés par des citoyens de tous âges, notamment «Palestine Chouhada», «Libération de la Palestine», «Ghaza est arabe» et «La ilhaila Allah wachahid Habib Allah». A Tlemcen, des dizaines de citoyens se sont rassemblés à la place Emir Abdelkader du centre ville, puis se sont dirigés vers la place de la poste centrale et le siège de la wilaya, scandant des slogans de solidarité avec le peuple palestinien et dénonçant les massacres et crimes commis à son encontre par l'entité sioniste criminelle.

R. R.

EL-MENIAA

Lancement du Pjjet de renforcement d'un tronçon de 87 kilomètres.

Les travaux de renforcement d'un tronçon de 87 km sur la route nationale RN-1, reliant la wilaya d'El-Meniaâ à la limite territoriale de la wilaya d'In-Salah, viennent d'être lancés par les autorités locales, a-t-on appris dimanche de la direction des travaux publics (DTP).

Répartie en trois lots, cette opération a pour objectif d'éradiquer les «points noirs» enregistrés par les services techniques de la DTP à travers le renforcement d'un tronçon de 87 km de la RN-1 menant vers la limite territoriale de la wilaya d'In-Salah, sur une distance globale de 197 km, a précisé le directeur du secteur, LazharDadamousa. Le wali d'El-Méniaâ, Benmalek Mokhtar, a, à cette occasion, affirmé que l'Etat accorde une importance

extrême à ce projet, tout en instruisant les entreprises réalisatrices à respecter les délais contractuels et les normes de réalisation. Cet axe routier qui fait partie de la route de l'unité africaine, revêt une importance économique et une dimension stratégique en termes de relations algéro-africaines, a-t-il ajouté. De nombreux usagers de la route se félicitent de la réalisation de cette opération qui permettra d'assurer une meilleure fluidité du trafic et de réduire leur budget de pièces de rechange. De leur côté, des conducteurs de bus de transport de voyageurs n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction quant au lancement des travaux de renforcement de cet axe routier, très fréquenté par les véhicules poids-lourds

OUARGLA

Journée d'étude sur le développement de l'aquaculture

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a mis en avant lundi à Ouargla le rôle essentiel de l'université dans la promotion du secteur de la pêche et de l'aquaculture. Présidant l'ouverture d'une journée d'étude placée sous le thème «Perspectives prometteuses d'aquaculture dans le Sud», tenue à l'université Kasdi-Merbah de Ouargla, M. Badani a relevé le rôle 'pivot' de l'université dans la formation, la recherche scientifique, le développement technologique et l'intégration professionnelle pour la réalisation d'un développement socio-économique et la valorisation des recherches scientifiques dans ce domaine. «L'université constitue, de par ses structures de recherche, un réservoir de compétences

à mettre en œuvre dans l'investissement générateurs de richesses et d'emplois, lesquels sont des leviers de l'économie nationale et de la sécurité alimentaire», a-t-il soutenu. Et d'ajouter : «le secteur de la pêche et de l'aquaculture s'imbrique au titre des secteurs prévus au programme du gouvernement pour la diversification et la réalisation du développement économique». Le secteur accorde une grande importance à la formation et la recherche, notamment dans les régions sahariennes, traduite par la mise en forme, à Ouargla, d'une unité de fabrication d'aliments de poissons, fruit d'un partenariat algéro-sud-coréen, appelée également à servir de centre de stages pratiques pour les étudiants. Dans son intervention lors de

cette journée d'étude, le représentant du ministère de la tutelle, Boualem M'hamdi, a passé en revue les activités aquacoles, dont l'aquaponie notamment (aquaculture intégrée à l'agriculture), la reproduction, l'élevage, l'engraissement et la commercialisation des produits halieutiques. «Le programme de 2024 du secteur tend à promouvoir l'élevage aquacole, l'innovation en élevage aquacole en vue de générer de nouvelles perspectives d'investissement, ainsi que la coordination multisectorielle, institutions bancaires et caisses d'investissement, ministères des ressources en eau et d'agriculture, pour atteindre ces objectifs de développement», a indiqué le même responsable. Pour sa part, l'ingénieure en aquaculture de Ouargla,

Aicha Benhadjira, a présenté les multiples avantages et facilités accordés pour les jeunes agriculteurs désirant monter leurs propres projets aquacoles dans la région, notamment l'aquaponie, avant d'exposer des modèles réussis dans les activités aquacoles. Cette rencontre à laquelle ont pris part des experts, chercheurs et professionnels, été riche en exposés et communications afférentes au thème, dont «les perspectives de l'université dans la recherche et le développement de la filière aquacole saharienne», «l'entrepreneuriat et les start-up en aquaculture», étayées d'une exposition sur des différentes recherches menées en la matière par les universitaires.

APS

**MOSTAGANEM :
VERS UNE
PRODUCTION
RECORD D'OLIVES**

La saison de cueillette d'olives, qui vise cette année une production de plus de 230.000 quintaux, a été lancée à Mostaganem, a indiqué la Direction de wilaya des Services Agricoles (DSA). L'opération de cueillette, lancée dans différentes régions de la wilaya de Mostaganem a permis, à ce jour, de réaliser une production abondante estimée à 72.000 quintaux d'olives de table. Les agriculteurs ont ainsi récolté une surface de 1.436 ha sur un total de 6.818 ha dédiés à cette filière agricole (20 pc de la surface globale), avec un rendement de 50 quintaux à l'hectare, a-t-on ajouté. Les services agricoles de la wilaya de Mostaganem prévoient une production record, d'ici la fin de cette campagne, ciblant 1,2 million d'oliviers, avec un rendement de 230.000 quintaux, soit 34 quintaux à l'hectare et une augmentation de 50 pc par rapport à la campagne de l'année écoulée, qui avait connu une baisse significative à cause des conditions climatiques, notamment la sécheresse. L'oléiculture se répand, notamment, pour les espèces «Sigoise» et «Chemlel», dans les zones montagneuses des communes de Achâcha et Sidi Lakhdar (Est de Mostaganem) et le plateau de Mostaganem, au niveau des communes de AinTedeles, Bouguirat, HassiMameche et Ain Nouissy (Sud de Mostaganem).

APS

3 800 MILLIARDS DE DOLL

«L'

agriculture risque de plus en plus d'être perturbée par de multiples risques et menaces tels que les inondations, la pénurie d'eau, la sécheresse, la baisse des rendements agricoles et des ressources halieutiques, la perte de diversité biologique et la dégradation de l'environnement», ces événements catastrophiques ont causé 3 800 milliards de dollars de pertes en récoltes et productions animales ces 30 dernières années, selon un rapport publié récemment par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cela correspond à environ 123 milliards de dollars par an, ou 5 % des richesses produites par les agriculteurs entre 1991 et 2021, estime l'agence onusienne. Et ces dégâts se traduisent par une perte de 147 calories par jour et par personne, ou l'équivalent des besoins alimentaires d'environ 400 millions d'hommes ou 500 millions de femmes chaque année. Intitulée «L'Impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire», cette nouvelle publication phare de la FAO

PERTES PAR CATÉGORIES DE PRODUITS

Le rapport évoque une évolution à la hausse des pertes pour les principales catégories de produits. Ainsi, les pertes annuelles dans la catégorie des céréales se sont chiffrées à 69 millions de tonnes en moyenne au cours des 30 dernières années. Viennent ensuite les pertes dans la catégorie des fruits et légumes et dans celle des plantes sucrières, qui se sont élevées en moyenne pour chacune d'elles à près de 40 millions de tonnes par an. Concernant les fruits et les légumes, ce chiffre équivaut à la production totale du Japon et du Viet Nam pour cette catégorie de produits en 2021. Les pertes moyennes pour ce qui est de la viande, des produits laitiers et des œufs sont estimées à 16 millions de tonnes par an, ce qui correspond à l'ensemble de la production réalisée en 2021 dans ces catégories par le Mexique et l'Inde réunis.

Les pertes mondiales cachent des disparités importantes entre les régions, les sous-régions et les groupes de pays. Selon le rapport, «l'Asie est de loin la région où la part des pertes économiques totales est la plus élevée, suivie par l'Afrique, l'Europe et l'Amérique qui ont également enregistré des pertes d'une ampleur semblable. Cependant, les pertes ne représentent que 4% de la valeur ajoutée du secteur

tiques non durables, notamment en matière d'utilisation et de gestion des terres, les conflits armés et la dégradation de l'environnement».

Et d'ajouter que «l'ampleur des pertes et des dommages causés par une catastrophe dépend de la vitesse à laquelle un phénomène dangereux survient, ainsi que de son échelle spatiale, compte tenu des conditions de vulnérabilité et d'autres facteurs de risque préexistants; elle dépend également de l'ordre de grandeur des actifs ou des moyens d'existence exposés». «Dans certaines situations extrêmes, les catastrophes entraînent le déplacement et l'émigration des populations rurales. Les inondations d'une ampleur exceptionnelle provoquées par des pluies de mousson anormales dans la province du Sindh dans le sud du Pakistan illustrent bien comment la combinaison de phénomènes soudains et à évolution lente a entraîné des déplacements de population, et ainsi perturbé les systèmes agroalimentaires et aggravé l'insécurité alimentaire», indique l'agence onusienne. Cela peut passer par des techniques agronomiques comme des changements dans les variétés de plantes, la préparation du sol, l'ombrage, l'alimentation des animaux, mais aussi par des actions préventives comme les systèmes d'alerte. Face à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des fléaux affectant l'agriculture, il est possible de réduire les risques, affirme la FAO. «Il n'existe pas une solution miracle [...], mais une série de pratiques peuvent améliorer la résilience des systèmes agricoles», selon Piero Conforti, directeur adjoint de la division des statistiques. L'invasion de criquets dans la corne de l'Afrique en 2020 et 2021 est donnée en exemple : grâce à des informations en amont, 2,3 millions d'hectares ont pu être traités dans la zone et au Yémen, ce qui a permis d'éviter la perte de 1,77 milliard de dollars de céréales et de lait, estime la FAO. Autrement dit : chaque dollar investi a permis d'éviter la perte de 15 dollars.

LES PRIX DU SUCRE AU PLUS HAUT EN 13 ANS À CAUSE D'EL NIÑO, SELON LA FAO

Le rapport de la FAO souligne que «les prix du sucre dans le monde ont atteint en septembre leur plus haut niveau en 13 ans en raison d'inquiétudes sur l'impact d'El Niño sur les récoltes en Thaïlande et en Inde. L'indice des prix du sucre calculé par la FAO a grimpé de 9,8 % sur un mois.

Cette flambée «est principalement due au fait que l'on craint de plus en plus un resserrement de l'offre mondiale pendant la prochaine campagne (2023-2024)», explique l'agence dans son rapport mensuel. De premières estimations laissent entrevoir une baisse de la production en Thaïlande et en Inde, respectivement deuxième et troisième exportateurs mondiaux, en raison d'El Niño, précise la FAO. Ce phénomène météorologique qui prend sa source dans l'océan Pacifique, est généralement associé à une augmentation des températures mondiales, accompagnée de sécheresses dans certaines parties du monde et de fortes pluies dans d'autres. L'organisation évoque aussi la hausse récente des cours du pétrole. Un prix élevé de l'or noir incite en effet les producteurs à transformer une partie de leur récolte en éthanol, ce qui réduit la quantité de sucre sur le marché et fait monter les cours.

Selon la FAO, le bond des prix du sucre a toutefois été limité par «le volume important de la récolte qui a lieu actuellement au Brésil (le premier producteur et exportateur mondial, NDLR) dans des conditions météorologiques favorables ainsi que (par) l'affaiblissement du réal brésilien face au dollar américain».

Selon la FAO, les prix alimentaires mondiaux dans leur ensemble se sont pour leur part stabilisés en septembre, le repli des prix des

huiles (-3,9%) et de la viande des prix du soja. L'indice FAO qui suit la valeur d'un panier de produits a connu une baisse de 10 points au pic de la crise russo-ukrainienne.

LE PRIX DES CÉRÉALES EN 15 ANS

L'envol des prix alimentaires liés aux céréales a entraîné une hausse de 70% en 15 mois de repli. La demande pour les ventes ralenties des prix du blé au bas niveau des prix du blé au niveau en 15 ans (-0,5%) demande à l'Asie. La FAO a publié un rapport concernant les céréales en 2021 qui constitue une portée par le blé, avec une baisse en Russie et une hausse météorologique sur la production. La revanche étendue des producteurs perdurera. Les producteurs de l'Argentine et de l'Inde ont été affectés à la baisse.

VERS UNE AGRICULTURE PLUS RÉSILIENTE ET AGROALIMENTAIRE

Les agriculteurs et exploitants doivent être encouragés à adopter des pratiques agroalimentaires qui facilitent l'adaptation à la matière de l'agriculture au monde. L'aide aux petits producteurs et à leurs pertes et à leurs gains dans les productions moyennes et petites qui étendent les interventions en amont pour rendre les productions plus pensables pour elles permet de réduire les risques dans les actions anti-crisis paysannes dans la résilience. Les avantages favorables à la lecture des données de la FAO sur les familles rurales grâce aux données agricoles évolutives sont prioritaires. Le rapport de la FAO sur les données et des indicateurs des catastrophes de l'agriculture et de l'aquaculture multisectorielle pour la réduction des risques et de l'intégration aux politiques et de l'investissement importants et de l'investissement de

Inondations, sécheresses, tempêtes, pénurie d'eau... Ces événements catastrophiques se sont multipliés par quatre depuis les années 1970, affectant grandement l'agriculture et les systèmes agroalimentaires.

nous livre la toute première estimation mondiale des conséquences des catastrophes sur la production agricole.

L'évaluation concerne essentiellement les cultures et l'élevage, mais la FAO considère que le montant des pertes serait bien plus élevé si nous disposions de données rigoureuses sur les pertes occasionnées dans le sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture et dans celui des forêts. Le document souligne «qu'il faut de toute urgence améliorer la qualité des données et des informations concernant l'impact des catastrophes dans l'ensemble des sous-secteurs de l'agriculture, de sorte que nous puissions créer des systèmes de données qui serviront de base à la définition de mesures efficaces et éclairées».

Le rapport indique que sur les trois dernières décennies, les catastrophes – définies comme étant de graves perturbations du fonctionnement d'une communauté ou d'une société – ont frappé le plus durement les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec des pertes représentant jusqu'à 15% du PIB agricole total de ces deux groupes de pays.

Les catastrophes ont également pesé lourdement sur les petits États insulaires en développement (PEID), ceux-ci ayant essuyé des pertes de près de 7% de leur PIB agricole.

agricole en Asie, contre 8% en Afrique. Les disparités sont encore plus importantes entre les sous-régions», ajoute le rapport. «En valeur absolue, les pertes sont plus importantes dans les pays à revenu élevé, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cependant, c'est dans les pays à faible revenu, et en particulier dans les PEID, que les pertes en proportion de la valeur ajoutée agricole sont les plus importantes», est-il précisé.

Le nombre de catastrophes recensées chaque année dans le monde est passé d'une centaine dans les années 1970 à 400 environ au cours des deux dernières décennies. Non seulement les catastrophes sont plus fréquentes, plus intenses et plus complexes, mais on s'attend également à ce que leurs effets s'aggravent, dans la mesure où les catastrophes d'origine climatique amplifient les vulnérabilités sociales et écologiques existantes. Les auteurs du rapport expliquent que, «lorsque des risques se matérialisent, ils peuvent entraîner des effets en cascade sur plusieurs systèmes et secteurs. Parmi les facteurs de risque sous-jacents figurent notamment le changement climatique, la pauvreté et les inégalités, la croissance démographique, les situations d'urgence sanitaire causées par les pandémies, les pra-

CULTURE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

DIZAINES DE PERTES EN 30 ANS

(%), des produits laitiers (-2,3 %) et du blé (-1 %) compensant la hausse des prix du sucre et du maïs.

En raison des prix des denrées alimentaires, la variation des cours internationaux de produits de base, s'affiche en hausse de 7,7 % sur un an et de 24 % par rapport à mars 2022, juste après le conflit russo-ukrainien.

LE RIZ AU PLUS HAUT

Le prix du riz préfigure les risques alimentaires liés au climat. L'indice FAO du prix du riz a augmenté de 1 %, tiré par la hausse de 10 % des prix du maïs après sept mois de baisse. En cause selon l'agence : la forte sécheresse pour la récolte brésilienne, des inondations en Argentine et une hausse du débit fluvial aux États-Unis due au dégel du fleuve Mississippi. L'indice FAO du riz, qui avait bondi à son plus haut en 35 ans en août, s'est légèrement abaissé (-0,5 %) sous l'effet d'une moindre demande d'importation.

Par ailleurs, l'agence a relevé ses prévisions de production mondiale de céréales en 2023, à 2819 millions de tonnes, ce qui serait un record. Cette révision est due au relèvement des estimations pour les meilleurs rendements attendus en Ukraine grâce à des conditions climatiques favorables. Les prévisions de production de blé au Canada ont en revanche été abaissées, un « temps sec générant des pertes dans les principaux États producteurs sont l'Alberta et le Saskatchewan ». Les prévisions sur les récoltes de blé en Chine et au Kazakhstan ont aussi été révisées.

LA PLUS GRANDE MENACE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Les agriculteurs, en particulier les petits qui n'irriguent pas leurs parcelles, sont les plus vulnérables des systèmes alimentaires et les principales victimes des catastrophes. Les efforts visant à l'adoption de bonnes pratiques en agriculture et la réduction des risques de catastrophe au niveau des exploitations peuvent aider les agriculteurs à se prémunir des catastrophes et gagner en résilience. Les investissements dans les bonnes pratiques de ce type offrent de nombreux avantages qui peuvent être 2 à 3 fois supérieurs à ceux des pertes évitées par l'application de ces pratiques.

Les actions menées suffisamment tôt en matière de prévention des catastrophes et de préparation aux aléas prévus sont indispensables pour renforcer la résilience, car elles permettent de prévenir et de réduire les pertes dans l'agriculture. Par exemple, les pratiques agricoles mises en place dans les zones à haut risque de catastrophe ont permis de réduire les pertes de récoltes de 70 % et de réduire les coûts de reconstruction de 50 %. Trois grands axes d'action sont mis en évidence dans le rapport de l'AGRI : améliorer la qualité des données et des informations sur les conséquences des catastrophes dans tous les sous-secteurs agricoles (cultures, élevage, pêche, aquaculture et forêts); définir des approches adaptées et multi-aléas en matière de gestion des risques de catastrophe et des processus d'élaboration des politiques de prise de décisions à tous les niveaux; engager des investissements plus importants en faveur de la résilience, qui permettent de réduire les risques de catastrophe



dans l'agriculture et d'améliorer la production agricole et les moyens d'existence.

PÉNURIE D'EAU, CRISE CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La pénurie d'eau est l'un des défis le plus important de notre temps en matière de développement. Aujourd'hui, 2,4 milliards de personnes vivent dans des pays qui connaissent des problèmes d'approvisionnement en eau. Beaucoup sont de petits exploitants agricoles qui ont déjà du mal à satisfaire leurs besoins quotidiens en eau potable, en aliments nutritifs et en services de base comme l'hygiène et l'assainissement. Les femmes, les populations autochtones, les migrants et les réfugiés sont particulièrement touchés. La concurrence pour cette ressource précieuse s'intensifie, la pénurie d'eau devenant de plus en plus une cause de conflit. Les ressources en eau douce, par habitant, ont diminué de 20 % au cours des deux dernières décennies, tandis que la disponibilité et la qualité de l'eau se détériorent rapidement exacerbées par l'utilisation à mauvais escient, la mauvaise gestion, la surexploitation des eaux souterraines, la pollution et le changement climatique depuis plusieurs décennies. Pour aggraver la situation, des événements climatiques extrêmes, des sécheresses et des inondations de plus en plus fréquents et récurrents mettent nos écosystèmes à rude épreuve, avec des conséquences dévastatrices pour la sécurité alimentaire mondiale. L'agriculture, qui représente 72 % des prélèvements d'eau douce dans le monde et qui est, de loin, le secteur qui en utilise le plus, détient les solutions à cette crise mondiale.

UNE APPROCHE GLOBALE POUR UN MONDE EN MUTATION

Pour relever ces défis à multiples facettes, garantir des ressources en eau suffisantes pour l'agriculture est primordial. Cela devient d'autant plus essentiel qu'il faut augmenter la production vivrière à mesure que la population mondiale augmente et que l'urbanisation s'accélère, ce qui intensifie la concurrence entre les différents secteurs économiques qui dépendent tous de l'eau. Il est donc essentiel d'assurer une gouvernance efficace pour une allocation durable et équitable de l'eau. Pour ce faire, il est préconisé d'adopter une approche inclusive et intégrée qui implique toutes les parties prenantes, des décideurs politiques aux communautés de base. La gouvernance, la tenure et la comptabilité de l'eau sont nécessaires pour catalyser les changements et garantir un accès équitable. Des investissements ciblés ainsi que des incita-

tions pour l'adoption de pratiques innovantes et efficaces en matière de gestion sont essentiels. Cela inclut les nouvelles technologies d'irrigation et de stockage, l'amélioration du traitement des eaux usées et de leur réutilisation, l'adoption des principes de l'économie circulaire ainsi que la mise en place de solutions fondées sur les écosystèmes afin de faire face à la pénurie. La gestion intégrée des ressources naturelles par le développement et la gestion coordonnée de l'eau, des sols et des terres à tous les niveaux maximisera le bien-être humain tout en préservant l'intégrité et la durabilité des écosystèmes vitaux. Ces efforts nécessitent des stratégies nationales et régionales. Alors que la pénurie s'aggrave et que le changement climatique entraîne des sécheresses et des inondations de plus en plus fréquentes, la communauté internationale doit agir et adopter une approche globale et intégrée à l'égard du programme d'action pour le climat, au-delà de l'eau et de la nourriture. Des solutions plus concrètes et inclusives doivent être accélérées.

La Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 a, sans aucun doute, représenté un tournant décisif, ralliant les dirigeants mondiaux, les organisations de la société civile, le secteur privé ainsi que d'autres intervenants pour s'unir dans une action déterminée et s'engager à atteindre les objectifs et les cibles liés à l'eau énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Près des trois quarts des prélèvements d'eau étant destinés à l'agriculture, la FAO est particulièrement bien placée pour relever les défis liés à la pénurie. Il en va de même pour les catastrophes liées à l'eau, notamment les sécheresses et les inondations, qui touchent de manière disproportionnée les exploitants familiaux.

En accord avec «New Water Journey», la nouvelle initiative pour l'eau lancée par l'Organisation, qui met l'accent sur la gestion intégrée des ressources en eau pour l'agriculture et la sécurité alimentaire afin de promouvoir de nombreux ODD, la FAO adopte le Programme d'action mondial sur l'eau, tel qu'il a été adopté lors de la Conférence sur l'eau de 2023. La FAO collabore avec les gouvernements et les communautés pour créer des feuilles de route nationales, un outil destiné à renforcer la coordination intersectorielle de l'eau au niveau national. Elle met également en place les ensembles de données ainsi que les technologies nécessaires aux pays pour prendre des décisions éclairées.

L'agence onusienne collabore avec les pays pour améliorer l'accès et les droits des agriculteurs à l'eau dans le cadre de ses efforts pour renforcer la gouvernance de l'eau.

Il faut savoir qu'au niveau mondial, les terres irriguées produisent 40 % des denrées alimentaires et occupent 20 % des terres arables, mais restent un potentiel inexploité. Pour réaliser ce potentiel, la FAO met au point une méthodologie destinée à mesurer les besoins en irrigation dans le monde et leur cartographie potentielle, en collaboration avec les pays qui la mettront en œuvre. Si, en 2021, les inondations ont entraîné des pertes mondiales s'élevant à environ 20 milliards de dollars, des solutions fondées sur les écosystèmes en matière de gestion des inondations, de gestion des terres agricoles, de stockage des zones humides et d'autres pratiques de conservation des sols et de l'eau peuvent atténuer ces phénomènes et limiter leurs impacts.

La gestion intégrée des terres et de l'eau peut offrir des avantages multiples. Par exemple, au Sri Lanka et en Zambie, la FAO expérimente des rizières multifonctionnelles pour la pisciculture et l'élevage de crevettes, en plus de la culture du riz. Cette infrastructure à valeur ajoutée génère des bénéfices en rechargeant les eaux souterraines, en contrôlant les inondations et en fournissant des services écosystémiques tout en stimulant les moyens de subsistance.

DES SOLUTIONS COLLABORATIVES POUR LA DURABILITÉ DE L'EAU

Une gestion de l'eau plus judicieuse commence par la création de partenariats. Cela signifie une collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales, les instituts de recherche et les universités, le secteur privé et la société civile afin de concevoir des solutions durables concernant la sécurité alimentaire et hydrique. Les politiques doivent être fondées sur la science et les faits qui tirent parti des données et de l'innovation afin d'améliorer la planification de l'eau et sa gestion. Reconnaisant le lien entre l'eau, l'alimentation et l'énergie, les politiques doivent donner la priorité à la planification intersectorielle en gérant les intérêts souvent concurrents, mais complémentaires, sans compromettre la santé de nos écosystèmes. Les exploitants agricoles doivent devenir des agents de la gestion durable de l'eau, dotés des outils appropriés pour le faire efficacement. Les agriculteurs, les communautés tribulaires des forêts, les pêcheurs, les éleveurs de bétail ainsi que ceux qui travaillent dans l'économie bleue sont déjà concernés dans leur vie quotidienne. Leur donner les moyens de prendre les décisions afin de trouver des solutions correspondantes à leurs besoins et de les mettre en œuvre est non seulement une stratégie évidente, mais une stratégie avisée. Cependant, cela n'est possible que s'ils sont dotés des technologies appropriées, reçoivent une formation adéquate et ont accès à des informations précises et opportunes. Ils devraient également participer à toutes les étapes du processus de planification et de prise de décision. Le secteur privé doit devenir un gestionnaire de l'eau. Cela signifie qu'il doit s'engager concrètement à améliorer l'efficacité de son utilisation et réduire la pollution tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les acteurs du secteur privé pourraient exercer leur responsabilité sociale d'entreprise d'une manière pratique et innovante. En donnant la priorité à la gouvernance de l'eau, ils pourraient renforcer leur réputation et leurs bénéfices et éviter les risques que la pénurie d'eau, les inondations et la pollution pourraient poser à l'avenir.

Ainsi selon les experts, la gestion intégrée des ressources naturelles par le développement et la gestion coordonnée de l'eau, des sols et des terres à tous les niveaux maximisera le bien-être humain tout en préservant l'intégrité et la durabilité des écosystèmes vitaux".

Par Amel B et Agences

SOUDAN

LE NOMBRE DE FAMILLES SOUFFRANT DE LA FAIM A PRESQUE DOUBLÉ

Le nombre de familles souffrant de la faim a presque doublé depuis un an au Soudan, où une guerre entre généraux a plongé le pays dans le chaos depuis six mois, ont indiqué l'OMS et l'UNICEF mercredi dernier. Le conflit a tué plus de 9 000 personnes, selon un bilan très largement sous-estimé, et fait des millions de déplacés et réfugiés, tout en aggravant la crise sanitaire dans le pays, où plus de la moitié des habitants ont besoin d'aide humanitaire pour survivre.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), «le nombre de familles souffrant de la faim a presque doublé» depuis un an. «700 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère et 100.000 enfants ont besoin d'un traitement vital contre la malnutrition aiguë accompagnée de complications médicales», ont alerté les deux agences de l'ONU dans un communiqué. «Plus de 20,3 millions de personnes, soit plus de 42% de la population du pays, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë» et c'est particulièrement vrai dans les zones où les affrontements font rage, notamment au Darfour, à Khartoum, au Kordofan-Sud et au Kordofan-Ouest, a précisé un porte-parole de l'UNICEF. Citant une projection de l'université américaine Johns Hopkins, le communiqué indique «qu'au moins 10 000 enfants de moins de 5 ans pourraient mourir d'ici fin 2023 en raison de l'augmentation de l'insécurité alimentaire et des perturbations des services essentiels» depuis le début du conflit au Soudan. Avec plus de 7,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays – dont 4,5 millions depuis le début du conflit –, le Soudan compte désormais le plus grand nombre de personnes déplacées au monde, indique le communiqué. Des millions d'enfants sont exposés à diverses maladies, telles que le choléra, la dengue, la rougeole et le paludisme, alors que le système de santé est considérablement mis à mal par les attaques et les combats, préviennent l'OMS et l'Unicef. Les établissements de santé sont occupés, pillés ou détruits. Environ 70% des hôpitaux se situant dans les régions touchées par le conflit ne sont pas en état de marche. Le choléra, maladie hautement contagieuse, a par exemple déjà fait 65 morts, dont beaucoup d'enfants, et fera encore beaucoup de morts si elle n'est pas rapidement maîtrisée, indiquent les deux organisations. Elles appellent à préserver et rétablir les systèmes de santé et de nutrition afin d'éviter un «nombre inacceptablement élevé de décès» parmi les enfants et les populations vulnérables. **In Africanews**

TUNISIE

Le gouvernement devrait davantage subventionner les carburants et l'électricité en 2024

Si le gouvernement fait le choix de maintenir les subventions énergétiques malgré leur poids dans l'économie nationale, il compte également mettre en place des incitations fiscales pour promouvoir le renouvelable, entre autres mesures envisagées pour contrôler le budget.

Selon des informations publiées mardi 17 octobre, le portefeuille dédié aux subventions des carburants et de l'électricité devrait sensiblement augmenter d'après les prévisions budgétaires de l'État tunisien. Pour 2024, le projet de budget prévoit en effet des investissements de 7,08 milliards de dinars (environ 2,23 milliards de dollars) à raison de 4,01 milliards de dinars (environ 1,2 milliard de

dollars) attribués à la Société tunisienne de l'électricité et du Gaz (STEG), le reste étant destiné à la Société tunisienne des industries de raffinage (STIR). Cette année la Tunisie a prévu de dépenser 7,03 milliards de dinars (environ 2,21 milliards de dollars). Globalement, les dépenses énergétiques ont couvert 5,3 % du PIB de la Tunisie en 2022 pour 4,4 % du PIB en 2023. Une situation attribuée par les

autorités aux fluctuations du taux de change et des cours du brut sur les marchés internationaux. Si le gouvernement fait le choix de maintenir les subventions énergétiques malgré leur poids dans l'économie nationale, il compte également mettre en place des incitations fiscales pour promouvoir le renouvelable, entre autres mesures envisagées pour contrôler le budget.

In Agence Ecofin

La taxe sur les voyages à l'étranger peut être, désormais, payée par voie électronique

Le paiement de la taxe sur les voyages à l'étranger est désormais possible par l'acquisition de timbres fiscaux électroniques via une plateforme numérique devant être mise en place par le ministère des finances.

Selon une décision de la ministre des finances en date du 16 octobre 2023, régissant le mode de paiement de la taxe sur les voyages à l'étranger par la voie électronique, publié dans le Journal officiel de la République tunisienne (JORT) du 20 octobre courant, la vérification des timbres de voyage électroniques, lors de la sortie des voyageurs par voie aérienne et maritime s'effectue par les services de

la police des frontières et des étrangers, à travers l'interconnexion entre les systèmes informatiques des ministères de l'Intérieur et des finances.

Chaque timbre de voyage électronique a une seule référence, sous forme d'une série composée de 16 numéros, obtenue par SMS ou par un courrier électronique. Il peut également se présenter sous la forme d'un code électronique visible, placé sur un accusé de réception envoyé par e-mail. Le timbre de voyage électronique contient des informations sur la date d'achat, le numéro et le pays du passeport de la personne concernée, la valeur de la taxe due, et la date d'expiration de sa validité, qui

est fixée à 6 mois à partir de sa date d'acquisition. Il est possible de demander le remboursement du montant de la taxe sur les voyages à l'étranger, pour les timbres de voyage électroniques non utilisés, à l'expiration d'un mois de la date de son acquisition et avant l'expiration de sa validité de 6 mois, et ce à travers la plateforme électronique citée ci-dessus. Pour rappel, la loi de finances complémentaire n° 84-2 du 21 mars 1984 avait instituée une taxe sur les voyages à l'étranger à la charge de toute personne résidente en Tunisie quelle que soit sa nationalité et ce, à compter du 29 mars 1984.

In African Manager

SÉNÉGAL

Des casiers rizières de Matam pour «constater l'évolution des expérimentations

Des responsables de l'Institut national de pédologie (INP) et du Projet de développement de la chaîne de valeur riz (PDCVR) ont effectué samedi une visite de terrain dans la région de Matam (nord), pour constater l'évolution des expérimentations mises en place dans des casiers rizières de cette partie nord du pays. Ils se sont rendus notamment à Kobilou et Bokidiawé, pour constater «l'évolution des expérimentations» mises en place dans cette zone par l'Institut national de pédologie. Des «parcelles tests» ont été aménagées dans cette zone par l'INP, afin de disposer d'éléments techniques à soumettre aux producteurs dans le cadre des efforts

visant l'amélioration des pratiques rizières et du niveau de productivité, a expliqué Serigne Mountakha Diarra, le responsable d'antenne du Projet de développement de la chaîne de valeur riz.

Les résultats des expérimentations effectuées dans ces parcelles feront l'objet d'une «large diffusion» et seront mis à la disposition de l'ensemble des acteurs de la chaîne, en particulier des producteurs.»

Il y a aussi d'autres axes de collaboration entre les deux structures [à savoir l'Institut national de pédologie et le Projet de développement de la chaîne de valeur riz].

C'est le cas de la caractérisation du niveau de fertilité et la géolocalisation des terres

rizières, dont le travail est déjà fait par l'INP», a expliqué M. Diarra.

Le délégué régional de l'INP dans la zone du fleuve Sénégal, Mouhamadou Thiam, a jugé «dynamique» le partenariat entre le PDCVR et l'INP. «Il est extrêmement important de s'arrêter, d'observer et de regarder le niveau de santé des sols. Car on a constaté régulièrement une baisse de rendement dans ces zones.

C'est dans ce sens que je trouve pertinents les essais qui ont été faits par les deux structures qui sont dans la dynamique d'augmenter la qualité et l'importance de la base productive», a fait savoir M. Thiam.

In Agence de Presse Sénégalaise

CAMEROUN

La start-up Services for Aged récompensée à l'international

Pour figurer parmi les meilleurs du monde, la jeune pousse technologique a bataillé dur au plan national avec 245 concurrents. Au plan international, elle a su se démarquer parmi 1 300 autres. En quelques mois, la start-up camerounaise Services for Aged, représentée par Olivia Kanga, a gagné en crédibilité auprès de la communauté tech national et international. Lancée officiellement au milieu de l'année 2023, elle a déjà remporté deux distinctions pour sa plateforme numérique de mise en relation au service de personnes âgées à domicile dans les zones rurales. La société télécoms Orange lui attribue un fort impact social bénéfique. Au prix spécial féminin, décerné le 20 juillet dernier à Douala par Orange Cameroun lors de la phase nationale du Prix Orange de l'entrepreneur social en Afrique et au Moyen-

Orient (POESAM), est venu s'ajouter le prix coup de cœur remporté mercredi 18 octobre à Kigali au Rwanda dans le cadre de la phase internationale de la compétition organisée par Orange Middle East and Africa. Services for Aged donne aux personnes vivant à l'étranger ou en ville, très absorbées par diverses occupations, la possibilité de veiller sur leurs parents restés au pays ou encore qui ont préféré retourner dans leur environnement culturel, quand ils ont du mal à leur rendre visite ou à prendre soin d'eux comme ils le voudraient. La start-up qui travaille avec des auxiliaires de soins et de vie sociale a fait des personnes âgées des zones rurales sa cible car elles sont souvent victimes d'exclusion sociale, d'isolement et de problèmes de santé. Quatre types d'offres sont proposés à la carte ou par abonnement

mensuel : observance médicale et préventive, hygiène de vie et soins corporels, consultations à domicile, réalisation des courses, loisirs et vie sociale, services sur mesures. Un réseau de prestataires qualifiés, recruté à travers le Cameroun, est déjà déployé pour répondre aux sollicitations qui se multiplient. Le service est disponible dans plusieurs régions du pays dont le Centre et l'Ouest. Les souscripteurs à Services for Aged reçoivent un rapport régulier sur la prise en charge de leurs parents. A travers sa solution numérique accessible sur mobile et ordinateur, Services for Aged démontre que la transformation numérique qui s'opère en Afrique et au Cameroun en particulier offre aujourd'hui aux populations de nombreuses possibilités de préserver le lien social avec leurs proches.

In We are Tech Africa

BADMINTON/TOURNOI INTERNATIONAL OPEN D'ALGER:

L'Algérie remporte quatre médailles

Les distinctions dans cette compétition sont importantes pour la qualification aux Jeux olympiques. Un bon classement dans d'autres compétitions leur permettra de glaner des points leur permettant de faire partie de la liste finale des sportifs qualifiés aux Jeux olympiques dans cette discipline.



L'équipe nationale de badminton a décroché quatre médailles (2 or et 2 argent), lors des épreuves du tournoi International Open d'Alger, qualificatif aux Jeux Olympiques de Paris-2024, clôturé dimanche à la salle Ahcène Moutchou d'Aïn Benian (Ouest d'Alger). Les deux breloques en or ont été remportées aux doubles mixte et doubles messieurs, alors que les doubles (messieurs et dames) ont offert à l'Algérie les deux médailles d'argent. En finale du double mixte, les badistes algériens Mammeri Koceila-Mammeri Tanina ont battu le duo suisse composé d'Hugo Chanthakesone et Leïla Zerrouk sur le score de 2 sets à 0 (21-12, 21-6). En double messieurs, Koceila Mammeri et Medal Sabri ont pris l'or, à l'issue de leur victoire en finale face à leurs compatriotes Mohamed Abderrahim Bellarbi et Adel Hamek 2 sets à 0 (21-13, 27-25), qui se sont contentés de l'argent. La deuxième médaille d'argent a été remportée par les Algériennes Yasmina Chi-

beh et Linda Mazri, qui ont été battues en finale du double dames face aux Sud-Africaines Amy Akerman et Deidre Laurens 2 sets à 0 (19-21, 12-21). Dans les épreuves individuelles, l'Azerbaïdjanais Ade Resky Dwicahyo a remporté la finale messieurs face au Français Sacha Leveque 2 sets 1 (15-21, 21-13, 21-18). Chez les dames, la Française Rosy Oktavia Pancasari est montée sur la plus haute marche du podium, en battant en finale la Belge Clara Lassaux 2 sets à 0 (21-16, 21-14). Approché par l'APS, le président de la Fédération algérienne de badminton (FAB) Moncef Zemmouchi s'est dit content des résultats réalisés par les Algériens au cours de cette manifestation. "Nous avons atteint les objectifs assignés avant le début du tournoi, les résultats décrochés sont importants en vue de la qualification aux Jeux Olympiques-2024 de Paris. Nos

athlètes vont participer à d'autres rendez-vous internationaux, et sont conscients de la tâche qui les attend, d'autant qu'ils vont viser à récolter le maximum de points avant de clôturer à la fin de mars prochain la liste finale des badistes concernés par les JO", a-t-il indiqué. Le trio Koceila Mammeri, Tanina Mammeri, et Medal Sabri vont prendre part au tournoi international Open en France en fin d'octobre courant, avant de s'envoler en Allemagne puis au Guatemala pour participer à d'autres tournois. Les badistes algériens sont en concurrence avec d'autres athlètes africains, notamment du Nigeria et d'Egypte, pour figurer dans le top 50 mondial et valider leur ticket aux JO-2024. Pour rappel, l'équipe algérienne était représentée à cet tournoi international Open par 20 badistes seniors (10 hommes et 10 dames), 9 de

la catégories juniors et U17 (5 garçons et 4 filles), alors que les autres sont issus de différents clubs locaux. Ce tournoi était ouvert aux badistes issus des catégories U17, juniors, et seniors (garçons et filles). Les athlètes issus des clubs sont également autorisés à participer. Les matchs concernent uniquement les épreuves en individuel : garçons, filles, double garçons, double filles, et double mixte. L'équipe nationale est dirigée par un staff technique composé de quatre entraîneurs, l'Espagnol Antonio Molina Ortega, Salim Nourine, Ahcène Djitli Halim, et Omar Nouichi. Cette compétition a drainé la participation de quinze pays, à savoir : Algérie (Pays hôte), Afrique du sud, Egypte, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, France, Tunisie, Italie, Suisse, Pologne, Belgique, Allemagne, Portugal, Hongrie et Angleterre.

R.S

HANDISPORT/JEUX SPORTIFS NATIONAUX DE JEUNESSE-2023 :

Relance de la manifestation

Les Jeux sportifs Nationaux de la jeunesse (-23 ans) en handisport reviendront en scène, cette année 2023 après, une éclipse de six années pour diverses raisons, et c'est à la Ligue de Mostaganem que le choix a été porté, pour abriter l'événement, en décembre prochain, a-t-on appris auprès de la fédération algérienne handisport (FAH). "Après des années d'absence, les jeux sportifs nationaux des jeunes-2023, consacrés au moins de 23 ans, seront relancés et devront avoir lieu en décembre prochain, mois coïncident avec les festivités de la journée mondiale de la personne handicapée", a indiqué un communiqué de la fédération destiné aux présidents des ligues handisports. Organisées sous l'égide du ministre de la jeunesse et des sports et avec la coordination de la direction de la jeunesse et la ligue de Mostaganem, ces joutes seront une opportunité pour les sportifs handisports de s'exprimer dans les disciplines sélectionnées, et aux différents entraîneurs de

rechercher de jeunes talents susceptibles de revêtir le maillot national. Pour cela, les différentes ligues sont tenues de transmettre dans les plus brefs délais, les listes portant les noms des sportifs de la catégorie des U23 qui y sont adhérents, avec la possibilité d'en ajouter les nouveaux, avec la collaboration des centres spécialisés, afin qu'ils soient intégrés dans la plateforme numérique de la fédération, afin de régler leurs situations et pouvoir prendre part à la manifestation. "Ce rendez-vous revêtira une grande importance, car elle constitue l'occasion idéale pour la découverte de nouveaux talents afin d'assurer la relève et renforcer les différentes sélections, d'où le souci de la fédération de multiplier ce genre de rendez-vous", a indiqué le président de la FAH, Sid Ahmed Elasri. Outre l'aspect sportif, l'autre objectif recherché, consiste à garantir à travers ces compétitions, l'insertion sociale de cette frange de la société dans les différents établissements spé-

cialisés. Le vœu de tous est que ces jeux sportifs nationaux de la jeunesse contribuent à la création d'une pépinière des champions de demain qui porteront les couleurs de l'Algérie dans les grandes échéances internationales, et assurer la relève surtout dans des disciplines qui peuvent donner beaucoup de satisfaction aux handisports algériens", ont souhaité les techniciens. Le programme de la manifestation comporte cinq disciplines paralympiques dont une collective : Parathlétisme (14-16 ans et 14-19 ans/garçons et filles), natation (-19 ans garçons et filles), goal-ball (-23 ans garçons et filles), football (-17 ans garçons) et para-powefliting (-20 ans, garçons et filles démonstration). "La fiche technique et tout ce qui entoure les Jeux sportifs nationaux handisport de jeunesse seront communiqués dès les jours à venir et transmis aux différentes ligues", a conclu la fédération dans son communiqué.

APS

JEUX MONDIAUX DES ARTS MARTIAUX

WUSHU: ABDELHADI BOUABID EN BRONZE

Abdelhadi Bouabid, unique représentant algérien en Kung Fu Wushu dans la troisième édition des Jeux Mondiaux des Arts Martiaux actuellement en cours à Ryadh (Arabie saoudite), s'est finalement contenté de la médaille de bronze dans la spécialité Sanda, catégorie des moins de 70 kilos, après son élimination en demi-finale. L'Algérien avait réussi un assez bon début de parcours, mais a vu son aventure s'arrêter au stade des demi-finales, après sa défaite (2-0) contre le Chinois Li Zhaoyang. "Zhaoyang est champion du monde en titre, ce qui n'a pas empêché Bouabid de lui tenir tête, particulièrement en début de combat. Malheureusement, une blessure au pied gauche, contractée pendant cette demi-finale, a fini par tout remettre en cause", a expliqué l'entraîneur national, Ismaïl Ben Kharchi. Cependant, Bouabid, vice-champion du monde 2019 en Russie, est sorti avec les honneurs, car "il a fait preuve d'un énorme courage", en restant sur le Tatami jusqu'à la fin du combat, alors que dans son état, "beaucoup auraient peut-être abandonné bien avant", a encore tenu à saluer son entraîneur. La catégorie de poids dans laquelle a concouru Bouabid a enregistré un grand nombre d'absents, mais les six qui étaient présents à cette édition 2023 des Jeux Mondiaux des Arts Martiaux "font parties des meilleurs au monde" selon Ben Kharchi, ce qui a considérablement rehaussé le niveau de la compétition. Outre le Kung Fu Wushu, quatorze autres disciplines sportives sont disputées au cours de ces Jeux Mondiaux des Arts Martiaux, dont le karaté, le judo, le kendo, le sambo, le sumo, la boxe, l'aïkido et le taekwondo.

APS

CAN 2023 :

UNE LISTE DE 55 JOUEURS ENVOYÉE 30 JOURS AVANT LE TOURNOI FINAL

Chaque sélection qualifiée à la phase finale de la prochaine Coupe d'Afrique des nations prévue en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février 2024), doit envoyer à la Confédération africaine de football (CAF) une liste d'un maximum de 55 joueurs 30 jours avant le tournoi final, a indiqué l'instance suprême du football africain. La liste finale doit être composée des joueurs figurant sur la liste provisoire, précise la même source. Selon les modifications des règlements de la CAN, si l'un des 11 joueurs indiqués sur la liste de départ n'est pas en mesure de débiter la rencontre pour cause de blessure ou de maladie, il peut être remplacé par un remplaçant éligible à condition que les officiels de la CAF soient officiellement informés avant le coup d'envoi. D'autre part, des sièges techniques supplémentaires sont mis à disposition pour les officiels accrédités assurant le soutien technique de l'équipe durant le match (responsable de l'équipement, assistant kinésithérapeute, etc.). Le personnel qui occupe ces sièges peut accéder aux vestiaires avec un élément d'accréditation supplémentaire valide, selon les nouveaux règlements de la compétition. Par ailleurs, l'assistance vidéo à l'arbitrage peut être utilisée pour analyser les incidents ou décisions susceptibles de changer le cours du match, conformément au protocole établi par l'IFAB. Pour rappel, la sélection algérienne évoluera dans le groupe D à la CAN 2023, aux côtés du Burkina Faso, l'Angola et la Mauritanie.

APS

PILIER DE LA CHANSON KABYLE MODERNE

La disparition de Cherif Hamani continue à soulever une vive émotion

Le décès du chanteur algérien d'expression kabyle, Cherif Hamani, survenu vendredi à Paris des suites d'une longue maladie, a suscité une vive émotion au sein de la famille artistique et du milieu culturel à Tizi-Ouzou, exprimée à travers des hommages.



Le défunt fut l'un des piliers de la chanson kabyle sur la scène artistique nationale depuis les années 1980, notamment après le succès de sa chanson "A Thala" (source d'eau). Né en 1956 au village Tagragra dans la commune d'Ait Mahmoud (daïra de Béni Douala), feu Cherif Hamani a interprété plusieurs chansons dans différents thèmes. Il a également réussi, de manière har-

monieuse, à marier le folklore kabyle avec le Châabi algérois, innovant un style artistique unique, qui a fait de lui un des noms ayant enrichi le milieu artistique avec un répertoire authentique. Le chanteur Lounis Ait Menguellet, dans un hommage publié sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, a exprimé sa profonde tristesse suite à la disparition de son "cher ami", Cherif Hamani. "Sa perte est une grande douleur pour nous tous et laisse un grand vide dans le monde artistique kabyle. Tes œuvres continueront à vivre et ton héritage perdurera pour les générations à venir", a-t-il écrit, exprimant ses plus sincères condoléances à sa famille, ses amis et à tous ceux qui ont été affectés par sa disparition. De son côté, le chanteur Ali Meziane, auteur compositeur de la célèbre chanson "Tamachahut n'Selyouna", a indiqué que "la vie est tellement injuste et cruelle" ayant emporté, très tôt, celui qu'il a qualifié de "compagnon, exemple de loyauté et de modestie", et d'un "grand artiste avec un grand cœur". Soulignant le sens de l'humour du défunt, il a ajouté que ses "belles œuvres resteront fidèles à son image et à la grandeur de son âme", n'omettant pas de lui rendre hommage pour "tout ce qu'il a donné à la chanson à texte". L'artiste Malika Domrane a, elle aussi, rendu hommage au défunt Cherif Hama-

ni, sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, le qualifiant de "grande étoile brillant de tous ses éclats dans le ciel, un artiste à la noble âme". D'autres chanteurs, à l'instar de Rabah Asma, Zayen, Rabah Lani, Moh Khou-lali, ont aussi rendu hommage à l'artiste disparu et présenté leurs condoléances à sa famille. La directrice de la Culture et des Arts, Nabila Goumezaine, a, de son côté, rendu public un communiqué dans lequel elle rappelle que Cherif Hamani était un "grand artiste, un monument de la culture algérienne et un pilier de la chanson d'expression kabyle". Le qualifiant de légende à l'œuvre éternelle, elle a ajouté que "Cherif Hamani a laissé une empreinte indélébile sur le patrimoine musical algérien, se distinguant par des morceaux qui ont touché le cœur de millions de fans". Dahmane Abrous, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ait Mahmoud (daïra de Beni Douala), région natale du défunt chanteur, a indiqué que "Zi Cherif, ou Khali Mohd-Cherif comme on l'appelle au village, un brave homme d'une simplicité incroyable, restera à jamais dans nos cœurs et son héritage musical continuera d'inspirer les générations futures" **I.Med**

BLAGUE À PART

Sociologie culturelle de la plaisanterie « à la mascaréenne »

L'origine des blagues sur Mascara demeure inconnue; plusieurs explications ont été données sur le phénomène de la "blague mascaréenne", mais aucune n'est donnée pour définitivement tranchée. Reste que cette spécificité ne contrarie pas pour autant les Mascariens, au contraire, ceux-ci prennent avec beaucoup d'humour et de sérénité cette propension à se marrer de la blague sur les Mascariens, ce qui renseigne sur l'esprit ouvert et tranquille de gens de culture de cette ville. Mascara n'est pas également la ville de l'Emir, de Abou Ras ou de Belloumi, Mascara est une ville qui a séduit et captivé les gens de toutes les villes d'Algérie. Tous reconnaissent qu'elle a été accueillante et bienveillante pour les étrangers; de même que les Mascariens ont toujours souhaité la bienvenue dans leur ville aux autres enfants des villes algériennes. En résumé, le thème le plus abordé est cette propension des Mascariens à rester décontractés et ouverts, dotés d'une culture de fond pour faire face aux épreuves de tous les jours. Il n'est que voir ses habitants parler discuter et s'exprimer pour constater que les Mascariens n'ont rien à voir avec les

blagues qu'on invente sur le compte. Mais force est de remarquer aujourd'hui que cette spécificité de la blague de Mascara est en train de perdre son effet et son attrait, de sorte que, actuellement, en 2022, on n'entend que très rarement dans les autres villes d'Algérie, une "blague mascaréenne". Si le phénomène a connu ses heures de gloire par le passé, maintenant la blague de Mascara est tombée en désuétude et n'est plus "à la mode". Et pourtant en sociologie culturelle, la blague, au-delà de son aspect humoristique instantané, c'est du sérieux. Partons d'un cas concret où un chercheur décide de mobiliser l'humour non pas par petites touches, mais par packs de douze : en 2017, le sociologue américain Kieran Healy publie un article sobrement intitulé « F... Nuance ». Au-delà du titre, le contenu est également assez éloigné de ce qui est habituellement publié dans la (très) sérieuse revue Sociological Theory (éditée par la non moins sérieuse American Sociological Association). Prenons un extrait représentatif du papier pour vous donner une idée : Durkheim a théorisé pendant la plus grande partie de sa carrière, fouillant sans ménagement dans la

philosophie et l'anthropologie pour en sortir couvert de saleté, mais avec quelques idées-truffières qu'il exploita avec acharnement car elles étaient très efficaces empiriquement. Pas sûr qu'Émile Durkheim ait apprécié la métaphore ! Le caractère « drôle » d'un texte ou d'une blague étant très subjectif, il est probable que certains trouvent cette irrévérence hautement condamnable. Toutefois, qu'elle soit qualifiée comme drôle ou grossière, force est de constater que la métaphore mobilisée est porteuse de sens. Si la forme est décalée, le fond, lui, est correct. Ou, pour être plus exact, la forme est au service du fond. Que le lecteur apprécie ou non l'humour de Kieran Healy, il pourra donc noter le double intérêt de sa démarche. D'une part, l'humour renforce l'argument et, d'autre part, il aide à dénaturaliser les pratiques d'écriture. Loin de se limiter à une stratégie d'écriture (pour détendre le lecteur ou au contraire pour l'inciter à prolonger sa lecture pour découvrir d'autres blagues), l'humour est ici pleinement au service du propos scientifique. **I.Med**

non seulement comment enseigner la culture mais aussi, et avant cela, quel est exactement le type de culture qu'il va enseigner. Le mot culture a une pluralité de définitions, mais nous retiendrons ces deux significations : La culture entendue au sens courant, comme connaissance des œuvres de l'esprit - peinture, sculpture, littérature, musique - . La culture dans le sens anthropologique, entendue comme "ensemble de pratiques communes, de manières de voir, de penser et de faire qui contribuent à définir les appartenances des individus" (Porcher, 1995) L'enseignement de chacun de ces types

de culture entraînera des pratiques pédagogiques différentes qui feront l'objet de réflexions différentes.

ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE ÉTRANGÈRE ET CULTURE

L'enseignement de la culture au sens 2 dépend de la didactique des langues et des cultures. Les acceptions communément admises de la notion ou l'idée de culture, dans ce domaine, sont les genres de vie, les moeurs, les valeurs, les caractéristiques de l'organisation des sociétés. Et c'est dans ce sens qu'une nouvelle approche de l'enseignement de la culture française procède de l'interculturalité. Dans l'enseignement de la

culture au sens 1, la démarche relève de la didactique des disciplines. Les pratiques pédagogiques à mobiliser et les concepts qui les constituent ne sont pas les mêmes que pour l'enseignement de la culture au sens anthropologique. En effet, les formes d'enseignement, pour une même discipline, dans deux langues différentes, peuvent considérablement varier selon les cultures et les traditions éducatives. Dans le cas d'une tradition éducative, le cours magistral peut dominer alors qu'une diversité de pratiques s'imposent dans l'autre. Chaque langue varie ou façonne un peu, à sa manière, à différents niveaux, la représentation des connaissances qui s'expriment, se construisent ou se traduisent par son intermédiaire. **I.Med**

MULTIPLICITÉ DES LANGUES EN ALGÉRIE

L'arbre à paroles

L'Algérie s'engage dans des choix politiques qui tirent, de fait, des choix culturels. Arabe, tamazight, anglais, français, bientôt peut-être, russe et chinois, plus on est riche linguistiquement plus le niveau moyen de la population s'élève, c'est un fait avéré. Mais comment peut-on appréhender les approches linguistiques en Algérie, tout en adoptant, par le fait historique, d'autres approches, déjà assimilées dans notre quotidien langagier ? C'est dans le contexte des approches communicatives que la notion de langue-culture trouve sa justification: il faut être compétent linguistiquement dans les situations à vivre, tout en comprenant les nuances des valeurs pragmatiques des énoncés et en ayant conscience de la variation. Cela revient à dire que la compétence linguistique intègre la connaissance de l'emploi des éléments du langage, la compréhension des pré-suppositions, des sous-entendus, des implications d'un énoncé et des conventions du discours. L'accès à d'autres réalités, d'autres manières de vivre, d'autres sensibilités de la part des élèves à travers textes et activités peut porter à croire que les bénéfices culturels de l'enseignement bilingue vont de soi. Mais peut-on laisser l'apprentissage de la culture au hasard des occasions qui se présenteront? Il convient de ne pas oublier que les élèves doivent connaître le domaine de références auquel renvoient inévitablement les messages ou les écrits auxquels ils sont exposés et qui va conférer du sens à ce qu'ils entendent ou ils lisent. L'enseignant doit, par conséquent, déterminer

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures de Base
 Direction des Travaux Publics de la wilaya Tipasa
 Service des infrastructures routières

وزارة الأشغال العمومية
 والمنشآت القاعدية
 مديرية الأشغال العمومية
 لولاية تيبازة
 مصلحة تنمية منشآت الطرق

POS AUI Tipasa
 NIF : 408015000042098

Avis d'Attribution Provisoire de Marché

En application de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics, la Direction des Travaux Publics de la wilaya de Tipasa informe l'ensemble des soumissionnaires à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales, paru dans les quotidiens nationaux "الصحيفة" et L'EXPRESS du 10/08/2023 relatif au projet «Travaux de confortement de la route reliant Bou smail à khemisti», qu'à l'issue de l'analyse et de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement à :

Entreprise	Projet	Note. TECH	Montant en TTC (DA)	Délai	NIF de l'Entreprise
SARL LOUFI PROJECT	«Travaux de confortement de la route reliant Bou smail à khemisti»	79	92.879.500,00	05 mois	186052400385447

Les soumissionnaires non retenus disposent d'un délai de dix (10) jours, et ce, à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux pour introduire un éventuel recours auprès de la commission des marchés de wilaya. Les soumissionnaires qui sont intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités à se rapprocher des services de la direction des travaux publics de la wilaya de Tipasa, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

L'EXPRESS DU 24/10/2023 ANEP : N° 2316025878

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Wilaya de Biskra
 Etablissement Hospitalier Spécialisé en Gynécologie, Obstétrique, Pédiatrie et Chirurgie pédiatrique de Biskra

Annonce de recrutement

L'établissement hospitalier spécialisé en gynécologie, obstétrique, pédiatrie et chirurgie pédiatrique de Biskra recrute au titre de l'année 2023 pour ses différents services dans les postes suivants :

Grade	Mode de recrutement	Conditions de participation	Nombre des postes budgétaires ouverts	Autres conditions	Observation
Médecin généraliste de santé publique	Concours sur titres	Titulaire d'un diplôme de docteur en médecine ou d'un titre reconnu équivalent.	07	Résidence Biskra.	Tout dossier de candidature incomplet, ou ne remplissant pas les conditions de qualifications requises, ou remis hors les délais fixés, ne sera pas retenu pour participer auxdits concours.

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- Une demande manuscrite de participation;
- Une copie de la carte nationale d'identité;
- Une copie du titre, du diplôme ou du niveau scolaire et/ou de formation;
- Fiche de renseignements à compléter par le candidat accompagnée d'une photographie;
- Une attestation de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise dans la spécialité en rapport avec l'emploi postulé, le cas échéant;
- Une copie du relevé des notes du cursus scolaire conforme à l'original;
- Une attestation de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise dans le cadre des dispositifs relatifs à l'aide à l'insertion professionnelle ou à l'insertion sociale des jeunes diplômés, le cas échéant.

Durée des inscriptions et dépôt des dossiers :
 La durée des inscriptions est fixée à quinze (15) jours ouvrables au maximum à compter du premier avis de presse écrite ou de l'affichage. Le dépôt des dossiers de candidature s'effectue en mains propres à la sous-direction de l'administration des moyens de l'établissement.

L'EXPRESS DU 24/10/2023 ANEP : N° 2316025995

L'EXPRESS
 QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

L'express le quotidien
 @L'expressAlgerie - Journal

Accueil A propos Vidéos Photos Plus

À propos

L'Express s'engage, d'avis et d'opinion, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'inf...

300 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis

411 personnes sont abonnés

https://www.l'expressalgerie.com/

023 70 99 92

Envoyer un message

l'expressquotidien2021@gmail.com

Suggérer des modifications
 Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?

+21323709992

Oui Je ne suis p... Non

Transparence de la Page
 Facebook fournit des informations pour vous aider à mieux comprendre le statut de cette Page. Découvrez l'historique des publications et de la gestion de cette donnée.

Page créée - 6 mars 2021

Créer une publication

Photo/Vidéo Je suis là Identifier des amis

L'express le quotidien
 Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'express le quotidien
 Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'express le quotidien
 Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

CONTACTEZ LE SERVICE PUB AU NUMÉRO DE TÉLÉPHONE/ FAX : 023.70.99.92

Sur page Facebook: L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

LES SONDAGES LA COPPE DU MONDE EN ALGERIE

L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

PRÉVU À PARTIR DE 2024

Place à l'intelligence artificielle générative sur les Apple iPhone

Avec l'avènement de l'intelligence artificielle générative, Apple devra efficacement réagir dans les mois à venir. D'après un récent rapport, les futures mises à jour iOS 18 et iPadOS 18 s'atteleront. Apple n'est pas inconnu en matière d'intelligence artificielle. La société de Cupertino reste cependant discrète sur les implémentations logicielles de ses iPhone, iPad et Mac. Les choses devraient tout de même évoluer avec les versions iOS 18 et iPadOS 18. De nouvelles rumeurs spéculent effective-

ment sur le lancement d'une IA générative sur les iPhone et iPad. Jeff Pu, connu pour son suivi de la chaîne d'approvisionnement d'Apple, vient de partager des informations sur l'évolution de l'intelligence artificielle chez la Pomme. Dans une note publiée mercredi 18 octobre 2023, l'analyste estime que la firme californienne est susceptible d'avoir construit quelques centaines de serveurs d'IA cette année, et compterait en ajouter davantage en 2024. Jeff Pu pense que la firme fruitée proposera une

combinaison d'intelligences artificielles basées sur le cloud, une méthode qui implique davantage le traitement des données sur l'appareil lui-même. L'expert suggère également que les utilisateurs devront faire preuve de patience concernant l'IA générative made in Cupertino. Selon lui, la société étudierait encore la manière d'utiliser cette technologie, mais avant tout le traitement des données qui devra respecter son traditionnel engagement de respect de la vie privée. Si tout se déroule sans ani-

croches, l'intelligence artificielle générative prendra place sur les iPhone et iPad à l'automne 2024 avec la publication d'iOS 18 et iPadOS 18. Pour rappel, un rapport de The Information publié en septembre évoquait la naissance d'une version surboostée de Siri grâce à l'IA. Cette évolution permettrait notamment à l'assistant de répondre à des tâches beaucoup plus complexes, ou encore proposer une intégration plus poussée avec l'app Raccourcis.

In Les Numériques

CLIMAT

Comment le réchauffement intensifie les ouragans de l'Atlantique Nord

Le changement climatique amplifie la puissance et la force d'impact des cyclones, principalement à cause de l'augmentation de la température des océans, détaille une étude américaine. Heure après heure, les autorités mexicaines surveillent l'avancée de Norma. L'ouragan, classé catégorie 4 avant d'être rétrogradé en catégorie 3, vendredi 20 octobre, reste puissant, avec des vents de près de 200 km/h. Il devait toucher les côtes à deux reprises, dans les environs de la municipalité de San José del Cabo, en Basse-Californie du Sud, et sur les côtes de l'Etat de Sinaloa. Au même moment, une étude américaine, publiée jeudi, dernier, dans la revue Scientific Reports, vient éclairer un peu plus l'évolution des cyclones depuis cinquante ans. Ses résultats illustrent la façon dont le réchauffement climatique d'origine humaine amplifie leur puissance et leur force d'impact, principalement à cause de l'augmentation de la température des océans. « Une analyse des changements observés dans la vitesse du vent dans les ouragans de l'Atlantique de 1971 à 2020

indique que leur intensification a déjà changé à mesure que les émissions de gaz à effet de serre ont réchauffé la planète », précise dans son étude l'auteure, Andra J. Garner, climatologue à l'Université Rowan, dans le New Jersey. Pour déterminer l'influence du changement climatique, la scientifique s'est concentrée sur l'Atlantique Nord, une zone où les cyclones tropicaux sont dénommés ouragans. En s'appuyant sur les données du National Hurricane Center, elle a détaillé l'intensification de 324 de ces phénomènes qui sont passés d'une tempête tropicale ou d'un ouragan de catégorie 1 à un événement majeur potentiellement destructeur (de catégorie 3, 4 ou 5). En un demi-siècle, ils ont à la fois gagné en puissance, le vent maximal étant plus fort, et ils s'intensifient plus rapidement. Douze heures à peine après leur formation, les vents relevés dans les ouragans des années 1971-1990 atteignaient en moyenne 36,5 nœuds (67,6 km/h). Ceux de la période 2001-2020 produisaient des vents de 52,5 nœuds (97,2 km/h).

In Le Monde

ESPACE

L'INDE EFFECTUE AVEC SUCCÈS UN PREMIER VOL D'ESSAI

Cette mission couronnée de succès a mis en évidence la position croissante de l'Inde en tant que puissance technologique et spatiale. En septembre, l'Inde a rejoint les États-Unis, la Russie et la Chine en tant que quatrième pays à franchir cette étape, après une tentative infructueuse de se poser sur la lune en 2019.



L'Inde a effectué avec succès son premier d'essai, après avoir surmonté un problème technique, en vue de sa mission pour emmener des astronautes dans l'espace d'ici 2025, a déclaré l'agence spatiale. Le test consistait à lancer un module dans l'espace et à le ramener sur Terre pour tester le système d'évacuation de l'équipage du vaisseau, a déclaré le chef de l'Organisation indienne de recherche spatiale, S. Somanath. L'engin a été récupéré après son atterrissage dans le golfe du Bengale. Le lancement a été retardé de 45 minutes en matinée en

raison des conditions météorologiques. La nouvelle tentative a de nouveau été reportée de plus d'une heure en raison d'un problème avec le moteur et l'ordinateur au sol a mis le décollage du module en attente, a expliqué M. Somanath. Le problème causé par une anomalie de surveillance dans le système a été corrigé et le test a été effectué avec succès 75 minutes plus tard à partir de la station de lancement du satellite Sriharikota dans le sud de l'Inde, a déclaré M. Somanath aux journalistes. Cela ouvrirait la voie à d'autres missions sans pilote, y compris l'envoi d'un robot dans l'espace

l'année prochaine. En septembre, l'Inde a lancé avec succès sa première mission spatiale pour étudier le soleil, moins de deux semaines après un atterrissage sans équipage réussi près du pôle sud de la Lune. Après une tentative infructueuse de se poser sur la lune en 2019, l'Inde a rejoint en septembre les États-Unis, la Russie et la Chine en tant que quatrième pays à franchir cette étape. Cette mission couronnée de succès a mis en évidence la position croissante de l'Inde en tant que puissance technologique et spatiale et concorde avec le désir du premier ministre Narendra Modi de projeter l'image d'un pays ascendant affirmant sa place parmi l'élite mondiale. M. Modi a annoncé plus tôt cette semaine que l'agence spatiale indienne mettra en place une station spatiale indienne d'ici 2035 et enverra un astronaute indien sur la lune d'ici 2040. Depuis les années 1960, l'Inde a lancé des satellites pour elle-même et d'autres pays, et a réussi à en mettre un en orbite autour de Mars en 2014. L'Inde planifie sa première mission à la Station spatiale internationale l'année prochaine en collaboration avec les États-Unis.

In La Presse

INDONÉSIE

Vers le développement de nouvelles sources d'énergie abordables

L'Indonésie souhaite développer des projets sur de nouvelles sources d'énergie pour atteindre son objectif de zéro émission nette d'ici 2060 ou avant, selon le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales (ESDM). D'ici 2060, la majeure partie de l'énergie utilisée dans le pays sera de l'énergie solaire, mais qu'il faudra des

batteries pour stocker cette énergie. Yudo Dwinanda Priaadi, directeur général des énergies nouvelles et renouvelables et de la conservation de l'énergie de l'ESDM, a déclaré que son pays peut atteindre la neutralité carbone avant 2060 avec le soutien international par le biais du transfert de technologie et du parrainage. Yudo

a déclaré que l'Indonésie a besoin de nouvelles sources d'énergie abordables et accessibles à tous. Il prévoit que d'ici 2060, la majeure partie de l'énergie utilisée dans le pays sera de l'énergie solaire, mais qu'il faudra des batteries pour stocker cette énergie.

In Courrier du Vietnam

POLIOMYÉLITE

Les derniers défis avant une éradication complète

S'il ne reste chaque année que quelques centaines de cas à l'échelle mondiale, l'extinction de la maladie requiert de déployer le vaccin dans certaines des zones les plus difficiles d'accès du globe. Quand la poliomyélite sera-t-elle enfin éradiquée ? Après les reculs enregistrés en 2022, quand une dizaine de nouveaux cas ont été signalés au Pakistan après des mois sans signalements, et d'autres à Londres et à New York, l'optimisme est de retour chez les principaux acteurs de la lutte contre cette maladie. La polio, maladie très contagieuse qui se mani-

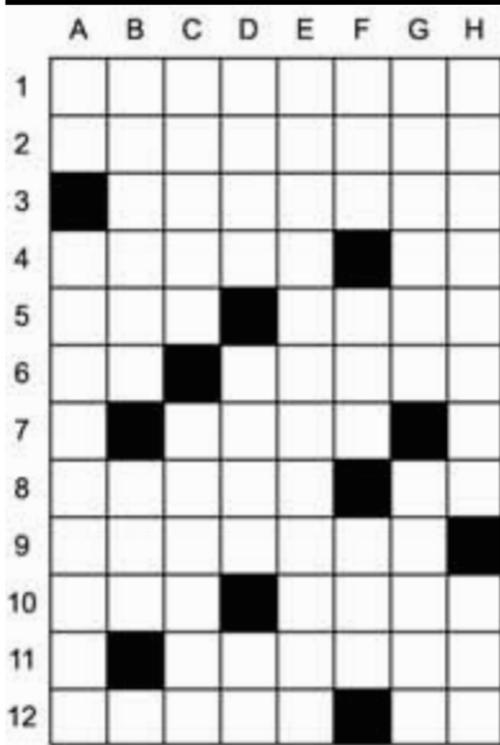
fest d'abord par des symptômes évocateurs d'un état grippal, provoque une paralysie irréversible - le plus souvent des membres inférieurs - dans un cas sur deux cents environ. Le virus se développe dans les muqueuses du pharynx et dans l'intestin grêle, avant d'endommager le système nerveux qui pilote les mouvements du corps. La maladie peut aussi causer la mort par paralysie des muscles respiratoires. Entre le 11 octobre 2022 et le 10 octobre 2023, 558 cas de paralysies ont été enregistrés à travers le monde, selon l'Initiative mon-

diale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP). Pourtant, si la prévalence a chuté depuis le lancement de l'IMEP, en 1988, quand le nombre de cas atteignait 350 000 selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des défis restent à relever sur le chemin de l'extinction. Parmi les trois souches sauvages du poliovirus, la souche 2 a été déclarée éradiquée en 2015 et la souche 3 en 2019. Reste la souche 1, qui demeure endémique dans la zone frontalière afghanopakistanaise, où la fourniture du vaccin se révèle très difficile. Bonne nouvelle,

selon Aidan O'Leary, le directeur de l'IMEP, « nous n'avons jamais vu une telle concentration géographique des cas dans ces deux pays ». Selon lui, les neuf cas recensés dernièrement se trouvent dans une seule des 34 provinces d'Afghanistan, et dans un seul des 170 districts du Pakistan. « Nous sommes à un cheveu » de mettre fin à la présence endémique de la polio dans la région, selon M. O'Leary, qui escompte que cette dernière chaîne de transmission de la souche sauvage du virus sera brisée « dans les mois qui viennent ».

In Le Monde

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT

- A. Genre littéraire futuriste. Son théâtre est populaire.
- B. Grands-pères de Pagnol. À l'arc ou au pistolet.
- C. Coule de source. Chapeau à large bord.
- D. Enduit d'encaustique. Passé à la poêle. Petit numéro.
- E. Entremets sur une crème anglaise.
- F. Rivière du Jura. Il prépare au DUT. Divertissant.
- G. Gamir de planches de bois. Entoures la tête d'un turban.
- H. Elle s'occupe d'animaux. Donc bien visible.

VERTICALEMENT

- 1. Qui constitue une exception.
- 2. Relatif à un cercle.
- 3. Elle est donc de la famille.
- 4. Ce n'est que du profit. Le petit écran.
- 5. Retranche. Qui est très proche.
- 6. Coutumes ancestrales. Disputé au stade.
- 7. Un coup sur le green.
- 8. D'un auxiliaire. Bon pour désigner.
- 9. Tel un tailleur des années 60.
- 10. Brésilien dans les cages. Petit personnage.
- 11. Coquine ou révoltée.
- 12. Belle d'Anet. Devant celui que l'on fête.

LES MOTS FLÉCHÉS

CLUES:

- IL BOUDE LES URNES
- ALÉNTOURS
- PEINE À L'ATELIER
- ANCIEN TROU DE MAÇON
- C'EST UN BON REFUGE
- DÉVANT LE DOCTEUR
- CUISINA À L'ÉTOUFFÉE
- AU BAS DE LA COLONNE
- PRONOM RÉFLÉCHI
- MEDIA SUR LES ONDES
- GLOBE OCULAIRE
- TYPE DE SAULE
- GAÏEMENT
- BRILLANTE D'ESPRIT
- GLISSADE EN VIRANT
- TROISIÈME FILS DE JACOB
- PARCOURU DANS LE JOURNAL
- AUTREFOIS, C'ÉTAIT JAMAIS
- ELLE CROQUA LA POMME
- ENDUIT CIMENTÉ
- CAPITALE AU MAGHREB
- TOUR ENTIÈREMENT VIDE
- COMPAGNE
- OPUS EN ABRÉGÉ
- ASSOCIÉ OU MARIE
- DÉEUSE DE LA TERRE
- CÉPAGE DE QUALITÉ
- FIN DE VERBE
- POUR L'APRÈS-MIDI
- IL EST ACCÉSOIRE POUR UN GOLFEUR
- DAME LA NEIGE
- ADJECTIF NUMÉRAL
- DÉNIGRÉ
- BIEN PRONONCÉ
- LÉGÈREMENT FENCUES
- PIÈCE DE HARNAIS
- ENTRE DEUX SUJETS
- CHIFFRE DEUX
- PERMET DE BIEN PARTAGER
- GÂTEAU OVALE À PÂTE MOLLE
- REGARDER
- DÉBUT D'ÉTÉ OU D'HIVER
- BIEN PRATIQUE
- IL PRIT LE COMMANDEMENT DE L'ARCHE...
- ELLE S'ÉTEND SUR PLUSIEURS SIÈCLES
- PARTIS DEPUIS PEU



SIDOKU

	6	3	2		1	4	5	
9	7			4			1	3
	4		3	9	8		6	
3		1	7		9	5		6
		8		3		9		
			6		5			
2	3						9	5
			1		7			
4	1	6				7	2	8

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

A	G	E	K	N	E	P	P	M	I	N	E
R	L	R	L	O	R	R	A	E	O	U	E
U	I	E	A	I	E	C	D	L	Q	N	E
E	D	R	X	T	H	N	I	S	I	G	H
T	N	E	O	I	I	P	A	R	A	E	C
A	A	I	N	D	G	T	E	S	G	M	R
L	R	P	T	U	N	L	U	N	I	R	U
E	G	A	A	A	E	O	A	D	I	A	O
Z	A	R	F	P	S	J	C	S	E	C	F

LE CNESE LE SOULIGNE :

IL EST POSSIBLE DE RÉDUIRE DE MOITIÉ LES IMPORTATIONS DES PIÈCES DE RECHANGE

Lors d'un séminaire sur le reverse engineering (RE) ou rétro-ingénierie organisé hier à Alger, le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, a assuré que le but de cet événement est de contribuer à l'amélioration de la performance de notre écosystème technologique. Ce séminaire, précise-t-il, devant des membres du gouvernement notamment, s'inscrit

dans un contexte où l'Algérie cherche à renforcer ses capacités en matière d'ingénierie, de stimuler le développement de nouveaux produits et d'accroître sa compétitivité industrielle. «L'objectif principal de cette rencontre est d'examiner le potentiel du RE en tant qu'instrument d'amélioration des performances de notre écosystème technologique», indique-t-il, avant d'évoquer cette technique comme concept. Il explique à ce

propos que le RE consiste à analyser un produit fini afin de comprendre comment il a été conçu et fabriqué pour l'améliorer. «Cette technique permet l'extraction, la compréhension, la reproduction et la modification des données techniques d'un produit. Une technique utilisée dans divers domaines tels que la mécanique, l'informatique, l'industrie électronique, l'aéronautique, entre autres», rapporte-t-il.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 24 OCTOBRE 2023 // N°668 // PRIX 20 DA

NUMÉRISATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Des avancées notables accomplies

Il a été procédé à la mise en place de mécanismes et de moyens nécessaires à ce processus ; les délais de son évaluation avaient été fixés. La numérisation contribue à améliorer les services des établissements publics et la prise en charge des patients.

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a présidé, hier à Alger, une rencontre d'évaluation du système de numérisation du secteur de la santé. Au cours de cette rencontre, il a affirmé que le retard enregistré dans ce domaine dans certains établissements de santé sera corrigé d'ici à la fin de l'année. Il a également précisé que le taux de numérisation a dépassé 75% » et que le retard enregistré dans ce domaine dans certains établissements de santé sera corrigé d'ici à la fin de l'année ». La numérisation contribue, ajoute le premier responsable



du secteur, « à améliorer les services des établissements publics et la prise en charge des patients », soulignant qu'il a été procédé à la mise en place des « mécanismes et des moyens nécessaires » à ce processus et que les délais de son évaluation avaient été fixés. Saihi a également souligné l'importance de respecter les délais fixés pour mener à bien ce processus, saluant, par ailleurs, les progrès enregistrés dans le domaine de la numérisation qui s'inscrit, a-t-il

dit, dans le cadre des « 54 engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. » « Grâce à l'introduction de la numérisation au niveau des services d'urgences, il s'est révélé que 80% des cas peuvent être pris en charge au niveau des établissements de santé de proximité, et seulement 20% au niveau des établissements hospitaliers », indique le ministre. Saihi a également fait part du lancement de 30 plateformes électroniques

dédiées aux différentes activités sanitaires, notamment celles en lien avec la réservation de rendez vous annuels des malades atteints de cancers. Il a aussi évoqué l'accélération qu'a connue la numérisation dans le domaine de la gestion des médicaments, notamment au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux qui permettra » de réduire au maximum le gaspillage, et de perfectionner la gestion ».

Y.B

18 PERSONNES, DONT 46 MAROCAINS ET 3 SYRIENS, ARRÊTÉES

Démantèlement de plusieurs réseaux d'immigration clandestine à Oran

S'inscrivant dans le cadre de la lutte contre le fléau de l'immigration clandestine par la mer, plusieurs opérations ont été menées par les unités du groupement territorial de la gendarmerie nationale à Oran. Ce joli de filet, opéré la semaine passée, a permis le démantèlement de plusieurs réseaux internationaux spécialisés dans l'organisation des traversées clandestines. Selon les informations révélées par la gendarmerie nationale, 218 personnes, dont 46 Marocains et 3 Syriens, ont été arrêtées. Ces opérations ont permis de saisir 12 embarcations, 9 moteurs, 11 voi-

tures, 3660 l de carburant ainsi que des sommes d'argent de 232 millions de centimes, 6135 euros et 500 dirhams marocains. Il est bon de savoir que ces derniers jours, d'autres opérations similaires ont eu lieu dans différentes wilayas côtières. Ainsi, un réseau criminel composé de 49 individus, dont un ressortissant burkinabais, a été démantelé à Boumerdès par la gendarmerie nationale. Quatre véhicules de tourisme, deux motocyclettes, sept téléphones mobiles, trois embarcations, un moteur de 50 chevaux, un montant de 86.1000 DA et un autre en devises

de 360 euros et quatre gilets de sauvetage ont été récupérés. A Mostaganem, les services de la gendarmerie nationale ont annoncé la mise en échec de neuf tentatives d'émigration clandestine par la mer. Selon la même source, cette opération a permis l'arrestation de 68 individus suspects dont 55 organisateurs, quatre ressortissants étrangers et des mineurs. « Une somme de 228.600 dinars et une autre en devises étrangères de l'ordre de 2120 euros ont également été récupérées lors de cette opération », a-t-on ajouté.

R.N



Alger

● Ouargla
37°

● Oran
24°

● 24°

● Constantine
23°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:22	12:33	15:44	18:11	19:34

MOHAMED ARKAB REÇOIT LE PDG DE TOTAL ENERGIE

DES PROJETS COMMUNS EN VUE

Le Ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier le PDG du groupe Total Energie, Patrick Pouyanné, a annoncé le ministère dans un communiqué. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du Président et du PDG de la compagnie nationale Sonatrach, les deux parties ont passé en revue les relations entre Sonatrach et Total Energie, notamment dans les domaines du gaz naturel et du gaz de pétrole liquéfié et les perspectives de coopération entre les deux

groupes dans des projets structurants en Algérie et à l'étranger. Les deux parties ont également abordé de futurs projets dans les domaines du développement de la production de carburants, des énergies renouvelables, de la transition énergétique et du stockage de l'énergie. A cette occasion, les deux parties ont également renouvelé leur volonté d'œuvrer au renforcement du partenariat et d'échange d'expériences entre Sonatrach et Total Energie.

R.E

LUTTE CONTRE LE FAUX ET L'USAGE DE FAUX

LE MINISTRE DE LA JUSTICE PRÉSENTE LE PROJET DE LOI DEVANT LA COMMISSION DE L'APN

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, hier un exposé sur le projet de loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux devant la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés à l'Assemblée populaire nationale (APN). Tabi a indiqué devant les membres de la commission, que ce projet visait à mettre fin à « ce phénomène qui s'est transformé en comportement social dangereux, au détriment de la majorité des Algériens honnêtes ». Le ministre a souligné, en outre, que ce phénomène « a touché plusieurs domaines et s'est caractérisé par des abus, des avantages, des subventions, des aides sociales, des exoné-

rations fiscales, voire un logement accordés à une certaine catégorie, ce qui a coûté des sommes considérables au Trésor public ces dernières années ». Ce projet, qui constitue un nouveau cadre juridique pour définir les mécanismes de lutte contre le faux et l'usage de faux, vise à « définir les règles des transactions dans la société et traiter en profondeur les déséquilibres résultant de ce phénomène, promouvoir une concurrence équitable dans tous les domaines, garantir l'égalité pour tous, préserver l'intégrité des écritures et des documents, assurer l'accès des bénéficiaires aux aides de l'Etat, et définir les crimes concernés et les sanctions qui leur sont applicables ». R.N

LA PROTECTION CIVILE L'INDIQUE

LA MAJORITÉ DES FEUX DE FORÊTS DANS PLUSIEURS WILAYAS DU PAYS ONT ÉTÉ ENRAYÉS

Les éléments de la protection civile poursuivent l'opération d'extinction des feux de forêts déclarés dans plusieurs wilayas à travers le territoire national. Sur dix incendies enregistrés huit ont été éteints. Selon un bilan de la protection civile établi hier, il est fait état de l'extinction des incendies déclarés dimanche. A Tizi-Ouzou, 22 départs de feux ont été enregistrés durant les dernières 24 heures, dont 06 feux importants ont été tous éteints. Il s'agit de Ait Aïssi dans la commune de Yakouren, du village Tamdikth dans la commune de Tizi-Ghenif, village Heniaà Draa El Mizan, Frikat village Ait ali, Aghrib village Ait Ouchene, Mekla village Tizi N'tergat. A Béjaïa, un seul incendie est toujours en cours dans la forêt de Lamzid dans la commune de Sidi Aiche alors que l'incendie enregistré hier au niveau du chef-lieu de la commune d'Adekar est maîtrisé. Trois autres incendies ont été également éteints à Souk Ahras, Tipaza et Bouira. L'incendie enregistré dimanche soir dans la forêt de Taghrest dans la commune de Bordj Tahr à Jijel est toujours en cours ce lundi matin, souligne enfin la même source. La protection civile invite les citoyens à éviter les opérations d'incinération durant cette période chaude.

Y.B

